



JAB
1225 Chêne-Bourg
Postcode 1

Trimestriel - No 14
Mars - März - Marzo 2007

ligue suisse contre la vivisection
schweizer liga gegen vivisektion
lega svizzera contro la vivisezione
et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale

Tirage/Auflage/Tiratura:
20'000

Chemin des Arcs-en-Ciel 3
Case postale 148
1226 Thônex / GE
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54
www.lscv.ch

Mitgliederbeitrag / Cotisation Membre
Quota socio CHF 15.-
CCP 12-2745-6

Tests de toxicité sans animaux :

le projet « In vitro veritas » sur orbite !

Après deux années de travail, notre collaboration avec Pro ANIMA et le laboratoire NOVALEADS aura permis le développement d'un nouveau test de toxicité utilisant exclusivement des cellules humaines.

Les premiers résultats, publiés dans ce journal, précèdent ceux qui permettront l'abolition de l'expérimentation animale largement utilisée lors de tests de toxicité.

Ce sera un grand soulagement pour chaque personne éprouvant de la compassion pour la souffrance animale. Mais également pour toute la population, qui aura enfin l'assurance que le potentiel toxique d'une substance a été évalué avec une méthode fiable et reproductible.

Suite en page 2

Test di tossicità senza animali:

In orbita il progetto « In vitro veritas » !

Al termine di due anni di lavoro, la nostra collaborazione con Pro ANIMA ed il laboratorio NOVALEADS ha consentito di mettere a punto un nuovo test di tossicità che utilizza esclusivamente cellule umane.

I primi risultati, pubblicati sul presente numero, precedono quelli che consentiranno di abolire la sperimentazione animale ampiamente utilizzata per i test di tossicità

Sarà fonte di grande sollievo non solo per chiunque provi compassione per la sofferenza animale, ma anche per tutta la popolazione, che finalmente avrà la certezza che il potenziale tossico di una sostanza è stato valutato con un metodo attendibile e riproducibile.

Segue a pag. 2

Toxizitätstests ohne Tierversuche

Projekt « In vitro veritas » lanciert

Nach zweijähriger Forschungstätigkeit ist es im Rahmen unserer Zusammenarbeit mit Pro Anima und dem Labor NOVALEADS gelungen, einen neuen Toxizitätstest zu entwickeln, der ausschliesslich an menschlichen Zellen durchgeführt wird.

In dieser Zeitung berichten wir von den ersten Resultaten. Mittelfristig soll es möglich sein, Toxizitätstests ohne Tierversuche durchzuführen.

All diejenigen, die den Leiden der Tiere nicht gleichgültig gegenüberstehen, werden die Entwicklung mit Erleichterung zur Kenntnis nehmen.

Zudem besteht endlich die Gewissheit, dass das toxische Potenzial von Substanzen mit einer zuverlässigen und reproduzierbaren Methode ermittelt werden kann.

Fortsetzung auf S. 2





Edito

Chers Membres, Chers amies
et amis de la Ligue,

Vous êtes tous chaleureusement invités pour l'Assemblée Générale de la Ligue, qui aura lieu le 24 mars prochain. En vue de cette Assemblée, vous pouvez prendre connaissance du rapport d'activité 2006 et des comptes de la Ligue en pages 4 et 30 de ce journal. La convocation, l'ordre du jour et le plan d'accès où se tient l'Assemblée sont publiés en page 29.

Vous avez sans doute constaté que depuis le précédent numéro, notre journal a augmenté le nombre de ses pages et qu'il est maintenant entièrement imprimé en quadrichromie.

Vous serez sans doute plus ravis encore de savoir que cette nouvelle formule nous coûte étonnamment moins chère qu'avant ! Le journal étant maintenant adapté au gabarit des tabloïdes gratuits du type « le Matin Bleu » ou « 20 minutes », son impression nécessite moins d'interventions à l'imprimerie, ce qui explique les tarifs plus avantageux.

Un nombre plus important de pages nous donne également la possibilité de partager avec vous plus d'informations sur la protection des animaux en général. Car, si la Ligue concentre ses efforts pour permettre l'abolition de l'expérimentation animale, elle est aussi engagée dans plusieurs actions concernant la défense des animaux.

Dans l'attente du plaisir de vous accueillir nombreux le 24 mars prochain, nous vous adressons à toutes et tous nos meilleures salutations.

Le Comité

► Projet In vitro Veritas



Des résultats très encourageants

Dans le journal n°9 du mois de décembre 2005, nous avons présenté notre partenariat avec le comité scientifique français PRO ANIMA, lequel devait permettre le développement de tests cellulaires pouvant remplacer les animaux lors des tests de toxicité.

Pour rappel, le laboratoire NOVALEADS avait été mandaté pour la mise au point de ces tests et les premiers résultats étaient attendus fin 2005. Comme vous pouvez vous en douter, la mise au point de ces tests s'est révélée très ardue et a nécessité une année de travail supplémentaire.

Néanmoins, nous pouvons vous annoncer que notre patience n'a pas été vaine puisque les premiers résultats sont non seulement très encourageants, mais ont également permis la mise au point d'une méthodologie extrêmement novatrice par rapport aux tests cellulaires existant actuellement.

Remplacer les animaux lors des tests de toxicité : un devoir moral

L'idée même de savoir que l'on force des animaux à ingurgiter des désherbants et autres substances chimiques pour évaluer leur toxicité est tout simplement insupportable. Où se trouve la dignité humaine de ces scientifiques lorsqu'ils observent ces animaux se tordre de douleur, se vider en vomissements et diarrhées ?

Malheureusement, notre sensibilité à l'égard de la souffrance animale ne nous est d'aucune utilité quand il s'agit de nous opposer aux pouvoirs publics qui ordonnent ces tests. Leur justification est qu'il n'existe pas d'autre méthode pour évaluer la toxicité des produits chimiques mis chaque année sur le marché.

La prestation réussie de NOVALEADS est donc d'autant plus encourageante qu'elle nous permet de franchir la première étape permettant de justifier, à terme, l'interdiction totale des tests de toxicité sur les animaux.

Nouveauté par rapport aux tests cellulaires déjà existant

L'analyse d'évènements toxiques majeurs comme l'apoptose (mort cellulaire

programmée génétiquement) est habituellement réalisée par cytométrie de flux. Les cellules sont détachées de leur support (un stress qui par ailleurs peut entraîner des difficultés d'interprétation des résultats) puis triées sur la base, par exemple, de l'intensité de fluorescence induite par l'agent cytotoxique. Cette méthode permet de compter des échantillons significatifs sur le plan statistique. Mais l'information apportée est qualitative, non quantitative. La cytométrie reste par ailleurs très onéreuse et nécessite une instrumentation lourde et globalement peu disponible. D'où la nécessité de développer des méthodes simples, peu coûteuses, quantitatives et réalisables en temps réel directement sur le support de culture.

Description de la méthode

La méthode de fluorescence développée par NOVALEADS permet de tester l'effet d'un toxique par micro spectroscopie quantitative.

Il y a quelques années, Novaleads a été le promoteur de la technologie Cyme, qui a abouti à la mise en œuvre de nouveaux tests cellulaires. Si la technologie Cyme reste d'actualité dans d'autres contextes, l'objectif à atteindre dans le cadre de la mesure de toxicité cellulaire nécessitait de repenser les tests. Pour être suffisamment

Appel à tous !

Merci de nous communiquer vos changements d'adresses afin de nous éviter de gros frais.

**Le coût postal s'élève à CHF. 2.--
par courrier mal adressé !**

IMPRESSUM Ligue Suisse Contre la Vivisection

Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'art.60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expériences médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale.

Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconnue d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.-- qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles.

Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

Publication : Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV.

PAO et maquette : LSCV **Impression :** Edipress, sur papier recyclé Snow-Print 60 gm2 **Comité de rédaction :** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret, Susane Wachtl **Adresse :** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE

T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch - Cotisation annuelle des Membres : Minimum CHF 15.-- CCP 12-2745-6

Le bureau est ouvert du lundi au vendredi matin. Permanence en français et italien : tous les matins de 9h00 à 12h00

Permanence en allemand et français : les après-midis du mardi, mercredi et jeudi de 14h00 à 17h00

Analyse de la cytotoxicité sur cellules vivantes en culture par spectroscopie quantitative

Une partie des tests a consisté à tester 9 molécules potentiellement cytotoxiques, classées en trois catégories :

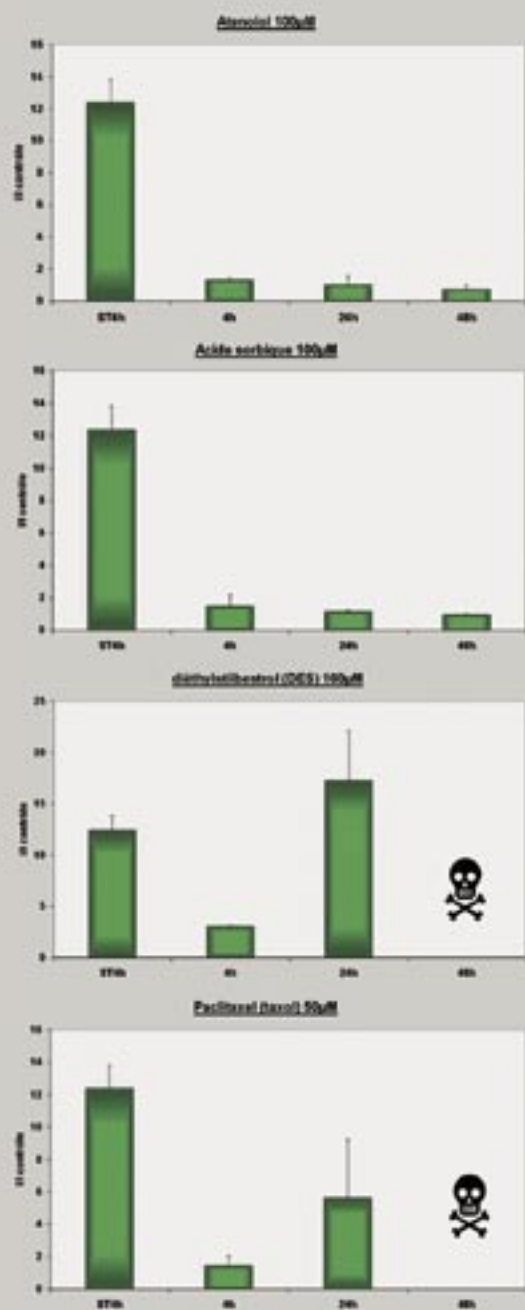
Agents thérapeutiques faisant l'objet d'une AMM (autorisation de mise sur le marché)
Aténo, Paclitaxel (Taxol), Cis-platine

Agents thérapeutiques retirés du marché
Thalidomide, Diéthyl-stilbestrol (Distylbène, DES)

Additifs alimentaires

E110 (jaune orangé synthétique), E200 (Acide sorbique), E951 (Aspartame), E641 (L-Leucine)

Analyse des effets à 4, 24 et 48 heures :



informatrice et surtout substitutive aux essais sur les animaux, la méthode ne doit plus être uniquement applicable aux cellules. A terme, elle doit être réalisable sur des systèmes biologiques plus complexes comme des tissus ou des biopsies. Sur le plan technique, cela revient à s'affranchir de l'étape dite de « transfection génique » qui limite la mise en œuvre des tests aux cellules en culture. Le retard de plusieurs mois pris dans le développement des tests a été mis à profit pour mettre au point une nouvelle méthode répondant à ces exigences. On a ainsi pu s'affranchir de la transfection génique des cellules et préparer ainsi les futures applications du test, rendant ainsi la méthode adaptée à des systèmes biologiques plus complexes et plus proches de l'organisme humain.

Positionnement de cette nouvelle technologie par rapport à l'approche de la toxicogénomique

La toxicogénomique cherche à appréhender un ensemble d'évènements cellulaires (expression de gènes) associés à l'effet toxique de la molécule testée. Pour cela, les cellules doivent être « lysées » (ou broyées) afin de récupérer le milieu intracellulaire. Celui-ci est alors déposé sur une bio puce pour observer l'ensemble des gènes qui ont été exprimés. On obtient ainsi un profil d'expression génique et on interprète ce résultat. Sur le principe, les informations générées sont considérables. En pratique, l'apport informatif reste limité car, dans la plupart des cas, on ne connaît pas le rôle des gènes exprimés ou leur lien formel avec la toxicité. A l'inverse, nous ne nous intéressons qu'à un ou quelques évènements cellulaires majeurs associés à la toxicité et dont la causalité est au contraire parfaitement bien établie. Nous restons cependant convaincus que les deux méthodes restent intéressantes car complémentaires l'une de l'autre.

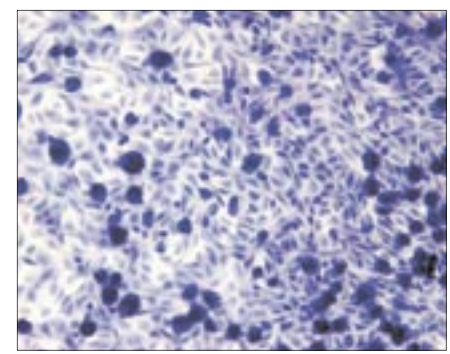
La suite du projet

Nous disposons maintenant d'une base de travail solide, analysée très positivement comme réelle alternative possible aux tests sur les animaux, par plusieurs spécialistes en toxicologie et experts auprès des autorités. Nous pouvons dès lors aller de l'avant dans notre collaboration avec PRO ANIMA et NOVALEADS.

Parallèlement à notre projet, nous devons également sensibiliser et convaincre, tant nos élus politiques que les députés du Parlement européen, de la nécessité d'engager activement dans les développements de modèles alternatifs et de rejeter l'expérimentation animale.

Dans le cas présent, il ne s'agit pas seulement de protection des animaux mais aussi de santé publique. Qui peut être rassuré de savoir que le potentiel toxique des substances chimiques disséminées dans notre environnement, que nous finissons tous par inhaler ou ingérer, a été évalué sur des groupes d'animaux composés de chiens, chats, rongeurs, lapins et singes ? Si le modèle animal était réellement pertinent, nous ne connaîtrions sans doute pas une telle explosion de cas de cancers et d'allergies dans la population. Le fait que nous puissions, malgré nos moyens financiers limités, ouvrir une voie dans le développement d'un modèle alternatif pouvant remplacer ces inutiles tests sur les animaux, démontre bien que la santé publique n'est pas la préoccupation première des autorités et des sociétés pharmaceutiques.

Le comité de rédaction



Rapport d'activité 2006 de la Ligue suisse contre la vivisection

Travail administratif

Secrétariat et bureau: Gestion du fichier des membres, organisation des mailings cartes, des campagnes d'annonces, distribution du journal. Le travail administratif est toujours aussi dense et nous sommes également régulièrement sollicités pour des demandes de renseignements par e-mail ou par courrier. Cependant, parmi tous ces envois il y a également beaucoup d'encouragement ce qui est toujours très apprécié !

Un deuxième bureau a également été aménagé au début de l'année au siège de la Ligue. Nous pouvons maintenant prendre en charge tout ce qui touche à la communication de la Ligue. Ainsi, la conception du journal et autres publications ainsi que les mises à jour de notre site Internet s'effectuent désormais dans nos bureaux, ce qui permet d'économiser les frais jusqu'à lors facturés par des prestataires de services externes.

Deux nouvelles personnes ont également rejoint le bureau en cours d'année :

Daniel, Docteur en biologie, expertise les dossiers scientifiques depuis le début de l'année. Il est notamment chargé d'émettre un préavis sur les demandes de soutien financier qui nous parviennent et qui concernent le développement de nouveaux modèles alternatifs.

Maja quant à elle, s'occupe depuis la fin de l'été de la correspondance et des dossiers alémaniques. Cinq personnes se relayent ainsi pour assurer l'ouverture du bureau toute la semaine. Les jours et les heures durant lesquelles vous pouvez nous contacter sont indiquées dans l'impressum de la page 2.



Le siège de la LSCV se trouve à Genève. Un bâtiment acquis sur la commune de Thônex y accueille ses bureaux depuis 1993

en vigueur dans votre canton, de déduire de votre déclaration fiscale tous les dons (généralement) d'un montant supérieur à 100 CHF faits à la Ligue. Pour connaître les modalités de déduction, il vous suffit de contacter votre administration fiscale ou consulter le site Internet www.zevo.ch qui tient à jour les diverses conditions cantonales.

Rencontres du Comité

Le Comité national s'est réuni à deux reprises, les 18 mars et 9 décembre au bureau de la Ligue. Durant ces séances, l'attribution d'aides financières aux développements de méthodes alternatives, des soutiens ponctuels à plusieurs refuges en difficulté et diverses actions ont notamment été décidés. Tout au long de l'année, des séances de travail ont été tenues par plusieurs Membres du Comité afin d'assurer le suivi des actions en cours.

Commissions cantonales de contrôle des laboratoires

En plus de leurs séances de travail cantonales, nos représentants auprès des commissions ont participé aux deux réunions annuelles qui regroupent les membres actifs de protection des animaux siégeant dans les principales commissions cantonales. La première eut lieu en mars à Berne, la seconde en septembre à Bâle.

Aides aux méthodes alternatives

Cette année encore, nous avons soutenu financièrement plusieurs projets dont le but est de supprimer totalement l'utilisation d'animaux dans la recherche. Les domaines dans lesquels nous nous sommes investis en 2006 sont les suivants :

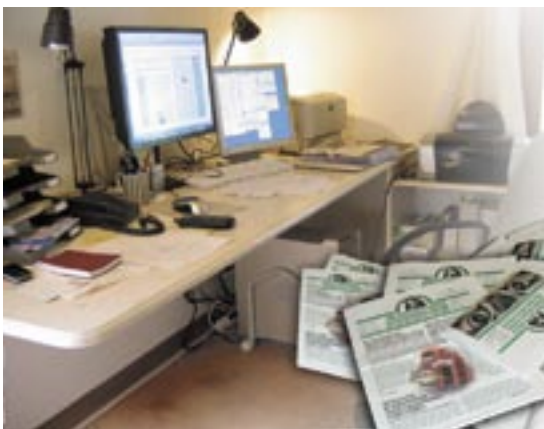
- **soutien à InterNICHE** (voir article), chargé de promouvoir l'utilisation des méthodes alternatives auprès des institutions privées ou publiques, dont l'action s'étend principalement aux pays européens.
- **participation depuis fin 2006 au Comité de rédaction de la revue scientifique « ALTEX »**, qui regroupe et met à jour tous les projets scientifiques remplaçant l'expérimentation animale. ALTEX est maintenant fortement diffusée auprès des laboratoires de recherche et permet ainsi, dans bien des cas, de proposer des méthodes de recherches moins onéreuses et plus pertinentes que celles utilisant des animaux. ALTEX est également diffusée sur Internet depuis 2003 par les deux importantes banques de données scientifiques « medline » et « current contents ». De nombreuses demandes proviennent ainsi également de groupes de recherches des Etats-Unis, d'Inde, d'Amérique du Sud etc.



- **financement de plusieurs appareils ou modèles synthétiques permettant de remplacer totalement les animaux lors de la formation des chirurgiens en milieu hospitalier.**



- **plusieurs projets de recherche sont en cours. Les principaux soutiens ont été accordés aux laboratoires EPITHELIX et NOVALEADS, dont les excellents résultats sont relatés dans ce journal.**



Comme la plupart des travaux d'entretiens et pour éviter des frais inutiles, le nouveau bureau a été aménagé par des membres du Comité.

Comptabilité: Chaque année, nos comptes sont contrôlés par une fiduciaire et soumis au Département des Finances de Genève. Cela nous permet de bénéficier de l'exonération fiscale. Nous en profitons pour vous rappeler que vous avez la possibilité, selon la loi

Mailing de nos cartes

Le travail de préparation de nos mailings de cartes, lettres d'accompagnement en trois langues, choix des cartes peintes par Hans Hofstetter de Berne et envoi à 150'000 adresses en Suisse, a été une fois encore généreusement récompensé par votre fidèle soutien.



VETO et Journées des Parlementaires

Luc Fournier a représenté la Ligue lors des réunions du VETO qui ont eu lieu à Zürich et Berne durant l'année écoulée. Le VETO regroupe plusieurs associations suisses de protection des animaux, engagées dans des actions communes.

Luc Fournier et Susanne Wachtl ont également participé à la « Journée des Parlementaires » du 19 décembre à Berne, au cours de laquelle le Directeur de l'Office vétérinaire fédéral a répondu aux questions posées dans le cadre de la nouvelle ordonnance sur la protection des animaux. Ces réunions sont également l'occasion pour nos représentants de rencontrer nos élus au Parlement, afin de les sensibiliser à la protection des animaux.

Campagne d'annonce

Notre nouvelle campagne publique d'affichage anti-fourrure a été lancée en novembre 2006 et s'est terminée en janvier passé. Nous avons utilisé plusieurs supports : affichages F4 sur la voie publique, annonces dans les trains et publications dans la presse. Des autocollants de l'affiche ont été tirés et sont toujours disponibles à la Ligue.

Une campagne radio contre la vivisection devant initialement être diffusée durant toute l'année a également été transmise par la station anglophone WRG, qui émet en suisse dans le bassin lémanique. Après quelques semaines de spots, un courrier de WRG nous annonçait l'arrêt immédiat de notre campagne d'annonce, celle-ci ne cadrant pas avec la ligne éditoriale de la station !



Aides aux Refuges en difficulté

Nous avons soutenu une vingtaine de Refuges suisses. Soit en apport mensuel de nourriture, soit en payant des frais vétérinaires, comme des stérilisations, soit par des participations financières au cas par cas. Ces aides sont attribuées après l'étude de chaque dossier et un suivi concernant l'utilisation des fonds alloués est également assuré.

Conclusions

Ce rapport relate dans les grandes lignes nos activités durant l'année écoulée. Il est encourageant de constater qu'une évolution positive est intervenue durant celle-ci et que la suite de nos projets devrait permettre de remettre en question quelques uns des trop nombreux abus auxquels sont soumis les animaux.

Jusqu'à présent, toutes nos actions n'ont été possibles qu'avec votre aide et, malgré la conjoncture difficile, nous constatons avec beaucoup de joie que votre soutien n'a jamais faibli. Après vous avoir présenté notre rapport d'activité, c'est donc l'occasion pour nous de vous adresser à notre tour nos plus vifs et sincères remerciements.

Max Moret, Président

Actions : Pétitions, Initiatives et stands

Nous avons soutenu plusieurs pétitions et initiatives en les ajoutant à nos courriers et en les faisant signer sur nos stands. Notre initiative cantonale « Pour le développement de méthodes alternatives et contre les abus de l'expérimentation animale à l'Université de Genève », nous a occupés presque quotidiennement entre avril et août pour récolter des signatures. Des stands ont également été tenus durant la période de Noël, afin de sensibiliser la population aux souffrances endurées par les animaux pour la production de mets considérés comme « fins » par une partie des consommateurs. Nous avons également fourni du matériel (affiches, autocollants etc.) à l'en-tête de la Ligue, pour des stands tenus par d'autres associations ou groupements de personnes qui en ont fait la demande.

Enfin, la mise en consultation de la nouvelle ordonnance sur la protection des animaux entre juillet et novembre a également demandé une étude approfondie des 226 nouveaux articles. La prise de position de la Ligue a été transmise début novembre au Conseil fédéral et à l'Office vétérinaire fédéral.



Le Comité de la Ligue tient à remercier chaleureusement Anne et Laurianne pour leur engagement et les nombreux stands qu'elles tiennent bénévolement depuis plusieurs années.

► InterNICHE

Nouveaux projets dans l'ancienne Union soviétique

Les associations InterNICHE, VITA (organisation russe du droit de l'animal) et l'IAAPEA (Association internationale contre les expériences douloureuses sur les animaux) avaient choisi le 24 octobre passé pour lancer, en Russie, une journée de l'éducation offrant l'accès aux méthodes alternatives, qui permettent la suppression de l'expérimentation animale.

À cette occasion, un nouveau contrat pour l'abolition des expériences sur les animaux a été signé entre InterNICHE et la faculté technologique de production animale à l'Académie d'agriculture de Velikie Luki. C'était le premier contrat de ce type signé par une faculté en Russie, ce qui démontre l'intérêt croissant manifesté par ce pays pour l'acquisition et l'utilisation d'outils modernes.

Celui-ci faisait suite au contrat signé l'année précédente entre InterNICHE et le département pharmacologique de l'Académie vétérinaire de St. Petersburg dans le but de supprimer toute utilisation d'animaux. Un laboratoire spécialisé en multimédia, et parrainé par l'IAAPEA, garantissait alors l'accès aux logiciels d'enseignement à tous les étudiants. Un deuxième contrat avec le département de physiologie et pharmacologie de l'Académie vétérinaire de l'état Kazan avait également mis fin à toute expérimentation sur les animaux.



Lena Maroueva et Nick Jukes d'InterNICHE

Les semaines suivantes, Nick Jukes d'InterNICHE, son contact russe Lena Maroueva ainsi que des collaborateurs d'Ukraine et de Biélorussie ont donné des conférences dans de nombreuses villes en Russie ainsi qu'à Minsk, capitale de la Biélorussie.

Selon Lena Maroueva, ces conférences ont reçu un accueil très favorable : «En Russie, en Ukraine et ailleurs, des institutions s'intéressent aux méthodes alternatives,

qui sont idéales pour ces régions et qui améliorent la qualité de l'éducation scientifique dans des circonstances économiques difficiles. Nous sommes heureux de voir un changement de mentalité qui non seulement épargne aux animaux les expériences douloureuses mais qui donne également accès aux étudiants à des outils d'apprentissage moderne».

Les projets en cours d'InterNICHE

InterNICHE parraine toujours deux projets dans l'ancienne Union soviétique. Le premier, dans l'Institut de Zoologie à Kharkov où les recherches chirurgicales sur les animaux vivants ont été remplacées par une méthode alternative utilisant des cadavres. Le second, qui met à disposition de l'Université Arménienne de Yerevan des logiciels informatiques permettant de former les étudiants dans le cadre de travaux pratiques (TP).

Un premier projet finalisé avec succès

Le premier projet sponsorisé par InterNICHE avait eu pour but de créer le premier logiciel (sous forme de CD) de physiologie en langue russe. La réalisation et la mise à disposition gratuite de ce support ont permis le remplacement d'animaux lors de nombreuses procédures expérimentales.

Soutien de la Ligue à InterNICHE

InterNICHE, composé de jeunes biologistes qui ont toujours condamné l'expérimentation animale, est soutenu financièrement depuis plusieurs années par la Ligue. L'article ci-dessus ne dévoile qu'une partie de leurs actions et nous ne pouvons que les remercier chaleureusement pour le travail effectué jusqu'à présent. Ils font partie de cette nouvelle génération de scientifiques qui sera à même de permettre, par de nouvelles méthodes scientifiques, l'abolition totale et définitive de l'expérimentation animale.

Le comité de rédaction

Revue de presse

Protection des phoques

Le Conseil de l'Europe a déposé une résolution demandant aux 46 états membres de promouvoir l'interdiction de tout commerce de produits de phoques. Il demande aussi au Canada d'interdire les méthodes cruelles d'abattage, notamment celles utilisant des hakapiks (gourdins munis d'un crochet pointu). La résolution mentionne, entre autre : «L'assemblée approuve la déclaration du 15 septembre 2006 qui interdit tout commerce de produits de phoques dans l'UE. (...) La Commission met immédiatement en place une proposition interdisant l'import, l'export et toute vente de produits de phoques».



Turquie : Des centaines de sacrificateurs de moutons blessés

Des centaines de sacrificateurs maladroits se sont rués, en décembre passé, dans les hôpitaux à travers la Turquie, pour soigner des coupures au couteau plus ou moins graves qu'ils se sont infligées à l'occasion de la fête du Sacrifice, Aïd al-Adha.

Au moins 1.179 personnes ont été traitées dans les services d'urgence de nombreuses villes, la plupart souffrant de blessures à la main ou au pied reçues par maladresse ou à cause d'un animal trop agité qu'ils s'apprêtaient à égorger.

Quatre personnes ont été assez grièvement blessées par des moutons qui se sont renversés sur eux. Trois autres personnes ont succombé à des crises cardiaques en tentant de contrôler les animaux. Lors de cette fête musulmane de quatre jours, les fidèles égorgent un ovin ou un bovin pour commémorer le sacrifice d'Abraham.

La Belgique interdit à son tour la fourrure de chiens et de chats

La Belgique a accepté une loi proposée en novembre 2006 par le Ministre de l'Economie Marc Verwilghen et qui interdit la production et le commerce de fourrures de chiens et de chats.

Initiative «Pour le développement de méthodes alternatives et contre les abus de l'expérimentation animale à l'université de Genève» rejetée

La nouvelle nous a été communiquée fin décembre : notre initiative a échoué en raison d'un nombre de signatures valides insuffisant.

Préalablement, nous avons pourtant déjà supprimé un grand nombre de signatures contestables et en avons finalement déposées 10'570 à la Chancellerie genevoise le 10 août 2006. Malgré cela, seules 9'330 ont été reconnues valables alors qu'il aurait fallu en récolter au minimum 10'000 durant le délai imparti de quatre mois. Notre initiative a donc été refusée pour 670 signatures, ce qui est assez frustrant.

Plusieurs raisons peuvent expliquer cette situation :

En premier lieu si Genève, avec une moyenne de 40% d'étrangers résidents, bénéficie d'une réelle richesse culturelle, cela devient un réel problème quand il s'agit de s'assurer que les signataires sont bien des citoyens suisses, majeurs et résidents dans ce canton, trois conditions impératives pour signer une initiative cantonale.

Il faut également préciser que beaucoup de signatures qui nous sont parvenues, étaient illisibles ou mentionnaient une adresse incomplète. Des feuilles de signatures avaient aussi été découpées ou avaient été envoyées par fax. Dans tous les cas décrits précédemment, ces signatures étant d'office déclarées nulles, elles n'ont pas pu être déposées.

Ensuite, avec 2'500 membres habitant dans ce canton, récolter 10'000 signatures impliquait que chacun en réunisse quatre, ce qui nous semblait être envisageable. Malheureusement, il a bien fallu constater que peu de signatures nous ont été retournées par nos membres, excepté(e)s quelques un(e)s qui ont effectué un véritable travail de récolte et que nous remercions encore chaleureusement. Pour finir, les feuilles de signatures, qui nous sont encore parvenues par courrier plusieurs jours après la clôture de l'initiative, auraient également été plus utiles si elles avaient pu grossir le nombre de listes déposées,

Notre action continue

En ce qui concerne la suite à donner à notre initiative, plusieurs éléments sont néanmoins positifs. Plusieurs audits et enquêtes ont démontré que l'Université genevoise souffrait, entre autre, d'un manque de hiérarchie ayant permis un certain nombre d'abus du corps académique. Une révision de la loi sur l'Université est donc actuellement en cours.

C'est pour nous l'occasion d'exprimer aux députés genevois nos revendications, contenues dans le texte de notre initiative, afin de permettre qu'elles soient prises en compte lors de l'élaboration du texte de loi final.

Il faut préciser que durant toute l'année 2006, nous avons travaillé à l'élaboration d'un dossier qui aurait dû nous permettre de justifier les revendications contenues dans notre initiative en cas de votation. Nous pouvons aujourd'hui démontrer, documentés à l'appui, les faits suivants :

- **L'Université ne respecte pas la plupart des Principes et Directives de l'ASSM** (publiées dans notre journal n°12)

qui réglementent la pratique de l'expérimentation animale ;

- **de nombreux projets de recherche utilisent trop d'animaux**, si on les compare à des expériences similaires faites par d'autres groupes de recherche étrangers. Dans un cas sur quatre, les scientifiques ont même spontanément accepté de réduire le nombre d'animaux pour leurs expériences ;

- **Malgré les conditions émises par le Grand Conseil il y a plus de six ans et contrairement à ce qu'affirme l'Université, aucune commission d'éthique digne de ce nom n'évalue les expérimentations animales dans cette institution.** Cette situation explique en partie les nombres non justifiés d'animaux utilisés.

La nouvelle loi sur l'Université entrera sans doute en vigueur avant la fin de cette année. Si aucune de nos revendications n'a été prise en compte, il est probable que nous lancions une nouvelle initiative. En faisant en sorte que tout soit mis en œuvre pour qu'elle aboutisse.



Le comité de rédaction



► Projet de loi dans l'UE

Importation d'oiseaux sauvages dans l'Union Européenne bientôt interdite ?

Cette interdiction serait une très bonne nouvelle. Quel plaisir peut-on trouver dans l'observation d'un oiseau vivant dans une cage qui ne lui permet généralement pas d'effectuer plus d'un battement d'ailes ?

Quel égoïsme que de s'offrir un animal dont la capture aura provoqué, outre ses souffrances, la mort de dizaines de ses congénères !

Et quel manque de sens éthique de participer au pillage de la faune de pays souvent pauvres, alors que l'on développe dans nos pays des mesures pour préserver notre faune sauvage.

Ce projet de loi fait suite au rapport publié par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), qui conclut que le bien-être des oiseaux sauvages capturés et importés dans l'UE est faible et relève le « taux de mortalité élevée (durant les captures) ». Les scientifiques précisent également que l'importation de ces oiseaux comporte des risques pour l'introduction et la diffusion de maladies qui pourraient avoir des conséquences sanitaires catastrophiques et provoqueraient de fortes pertes économiques. Si la Commission des Etats membres ratifie ce texte, seuls les oiseaux élevés en captivité, dans des élevages reconnus et en provenance d'un nombre limité de pays, pourraient être importés dans l'Union Européenne dès juillet prochain.

Cette disposition ne rendra pas plus heureux les oiseaux condamnés à vivre en cage, mais évitera au moins la forte mortalité liée à ce commerce. Sur environ un million d'oiseaux sauvages importés chaque année dans l'UE (avant les restrictions provoquées par la grippe aviaire fin 2005, l'UE était le premier importateur mondial), il a été démontré que les méthodes de captures et de transports entraînaient un taux de mortalité de 40 à 60%.

L.F.

► Alternatives à l'expérimentation animale

Remise du Prix 2006 de la Fondation E. Naef pour la recherche in vitro

Attribué le samedi 2 décembre passé à l'Hôtel Royal Manotel de Genève, le prix a été remis au Professeur Andrew Hemphill de l'Université de Berne, pour ses recherches in vitro sur l'étude des interactions hôte-parasite et pour la découverte de traitements des maladies parasitaires comme l'Echinococcose. Commencées en 1995, ces recherches ont déjà permis, selon le Professeur Andrew Hemphill, « d'éviter l'utilisation massive d'animaux de laboratoire ». En raison de son intérêt, ce modèle in vitro a déjà été repris par d'autres groupes de recherche, notamment dans le but d'identifier et d'analyser des interactions mettant en jeu d'importants facteurs de croissance pour initier les cultures cellulaires d'Echinococcus.

Un prix spécial a également été remis à M. Luca Augsburgger de l'Université de Genève qui, sous la responsabilité du Prof. D. Rüfenacht, a développé un banc de tests in vitro qui permettent l'évaluation et la caractérisation des effets hémodynamiques, dus à l'insertion de prothèses endovasculaires dans le traitement des anévrismes cérébraux.

Avancement des travaux des anciens lauréats

Durant la cérémonie, M. Egon Naef, Président de la Fondation, a également donné un aperçu de l'avancement des travaux de quelques-uns des anciens lauréats :

- Le Prof. Honegger, de l'Université de Lausanne a permis, grâce à son modèle de

cultures cellulaires, d'étudier l'influence d'hormones, de facteurs de croissance et la maturation des cellules du cerveau. Ces cultures sont aujourd'hui également utilisées par l'industrie pour le développement de médicaments pour la sclérose en plaque ;

- le Dr Daniel Favre de l'EPFL travaille actuellement au développement d'une méthode de détection de l'hépatite C ;

- le Dr Cosson de l'Université de Genève, effectue des recherches in vitro sur les maladies infectieuses ;

- enfin, le Dr Wiszniewski co-fondateur de la start up « Epithélix ». Son modèle de cultures cellulaires extrêmement performant a déjà permis de supprimer, dans plusieurs procédures expérimentales, l'utilisation de souris transgéniques pour l'étude des maladies respiratoires.

Revue de presse

France : La justice enfin plus sévère pour les mauvais traitements infligés aux animaux ?

13 mois de prison ferme pour avoir battu à mort sa chienne

Un Lorrain de 48 ans, qui avait battu à mort une chienne en juin 2006, a été condamné à 13 mois de prison ferme par le tribunal correctionnel de Metz.

Le tribunal a en outre définitivement interdit au prévenu de détenir un animal domestique et l'a condamné à verser 1.500 euros de dommages et intérêts à la Société protectrice des animaux (SPA) de Paris, qui s'était portée partie civile.

A l'audience, Gilles Viardot, qui a comparu pour sévices graves et actes de cruauté envers un animal domestique, a prétendu avoir agi sous l'emprise de la boisson.

Alors qu'il rentrait d'une fête arrosée, il avait écrasé la chienne de sa compagne, en faisant marche arrière pour rentrer sa voiture dans son garage. Il avait ensuite achevé l'animal grièvement blessé à coups de planche.

« Je regrette de l'avoir achevée. C'était sous l'emprise de l'alcool, je n'ai pas réfléchi », a-t-il plaidé pour sa défense devant le tribunal.

Des témoins ont déclaré avoir vu le prévenu tabasser la chienne, ajoutant que celle-ci hurlait à la mort. Aucun n'a cependant pu confirmer que l'animal était préalablement passé sous les roues de la voiture de son maître.

Le procureur Jean-Marc Dannenberger n'avait requis qu'un mois de prison avec sursis et demandé le dédommagement de la partie civile.

En février 2005, un homme de 72 ans, condamné en première instance à un an de prison ferme pour l'empoisonnement de plus de 140 animaux en Corrèze, s'était pendu dans sa cellule de la maison d'arrêt de Tulle, quelques heures avant de comparaître devant la cour d'appel de Limoges.

En octobre 2004, un jeune homme de 18 ans, qui avait mis le feu à une chienne aspergée d'essence par des jeunes mineurs, avait été condamné à un an ferme par le tribunal correctionnel d'Avignon.

En janvier de la même année, un homme de 38 ans, qui avait passé son caniche à la machine à laver et jeté son cadavre dans un sac-poubelle, s'était vu infliger quatre mois de prison par un tribunal du Pas-de-Calais.

Description de la Fondation E. Naef

Fondée le 19 janvier 1998, la Fondation E. Naef pour la recherche in vitro encourage, notamment par l'attribution annuelle d'un prix, les chercheurs et les scientifiques à développer des méthodes expérimentales alternatives à la recherche sur animaux.

Les dossiers doivent mettre en évidence comment les expérimentations animales peuvent être remplacées ou réduites par les méthodes développées. Doivent figurer dans le dossier, des indications claires concernant le nombre d'animaux pouvant être remplacés par la méthode développée, les degrés de souffrance et la fréquence des expérimentations à réduire ou à remplacer. Une estimation de la possible acceptation de la méthode alternative par les milieux scientifiques et les autorités devra également être fournie. Enfin, doivent être fournis un curriculum vitae et une bibliographie des principaux travaux préparatoires relatifs à la méthode développée, ainsi qu'une brève présentation de l'état actuel de la science. Des experts indépendants décident de l'attribution du ou des prix.



La Fondation est dotée d'un capital initial de CHF 100'000.-- versé par le fondateur. Elle est contrôlée par l'autorité de surveillance du Canton de Genève.

Fondation E. Naef pour la recherche in Vitro, Chemin des Arcs-en-ciel 3 – 1226 Thônex

Bientôt le retour des animaux sauvages dans les cirques autrichiens ?

C'est en tout cas ce que semble souhaiter le commissaire européen et responsable du marché intérieur Charlie McGreevy. Selon lui, l'interdiction de l'utilisation d'animaux sauvages dans les cirques, mentionnée dans la nouvelle loi autrichienne sur la protection des animaux, restreint de façon injustifiée la liberté, pour les cirques étrangers, d'offrir leurs services. En conséquence, il exige de l'Autriche qu'elle modifie sa loi pour être conforme au traité européen.

Il faut rappeler que plusieurs éléments avaient plaidé pour l'aboutissement de l'actuelle loi autrichienne, notamment l'expertise scientifique sur la détention des animaux sauvages dans les cirques, publiée en 1996 par le bureau viennois pour la protection de l'environnement, qui avait conclu :

« A l'avenir, il ne faudrait autoriser dans les cirques que les espèces animales qui peuvent être détenues en respectant leurs impératifs biologiques. Nous voudrions préciser que pour les animaux sauvages, il est en principe impossible de satisfaire ces impératifs. »

Il faut également souligner qu'entre 1998 et 2002, quatre personnes ont été blessées par des animaux de cirque en Autriche. Un petit garçon a été piétiné par un chameau, plusieurs enfants ont été mordus par un singe, un éléphant a saisi et grièvement blessé un spectateur en lui écrasant la poitrine.

La liberté de commerce avant tout

Le député européen et autrichien Jörg Leichtfried avait rappelé dans un rapport publié en 2005, que le bien-être des animaux devrait devenir une valeur européenne prioritaire, opinion qui ne semble pas être partagée par tous les membres de la commission européenne. Que l'on soit favorable ou non à l'Union Européenne, il y a bien une réglementation condamnable : celle qui place la liberté de commerce avant le respect auquel chaque être vivant a droit.

Dernière nouvelle ▾

Face à la menace que fait peser l'UE, l'Association contre les usines d'animaux - Autriche, soutenue par plusieurs organisations de protection des animaux, a lancé une campagne internationale de protestation et des milliers des signatures ont déjà été transmises à la commission européenne.

Cette vague de protestations a eu pour résultat de faire revenir la commission sur sa décision et la la procédure a été formellement suspendue le 12 décembre 2006.

Il s'agit d'un succès inespéré qui n'est pas sans conséquence. En effet, pour des pays tels que la Hongrie qui projette de bannir sur son territoire les animaux sauvages dans les cirques, la voie est désormais ouverte : s'appuyant sur l'exemple de l'Autriche, l'interdiction attend maintenant d'être reconnue par UE.

Quant à la Suisse, combien de temps encore laissera-t-elle les cirques traîner impunément leurs tristes ménageries à travers le pays ?

► Campagne d'affichage contre la fourrure

Des affiches qui ne laissent pas indifférents

Panneaux d'affichage arrachés sur la voie publique, vitrines de fourreurs maculées : les esprits se sont échauffés entre Genève et Vaud. Il faut dire que, si notre campagne d'affichage couvrait quasiment toute la Suisse, la SVPA a également lancé, à la même période, une vaste campagne contre la fourrure mais ciblée, elle, en Suisse-Romande. Entre le slogan « seuls des monstres portent encore de la fourrure » et les différentes définitions proposées par la SVPA du mot « fourrure », les actions contre le commerce de la fourrure ont été cette année plutôt massives.

Après le magnifique publi-reportage publié dans le magazine de la Migros, quelques jours avant le lancement de nos campagnes d'affichage, et dans lequel le Vice-président de Swissfur annonçait radieux : « Nous sommes revenus aux volumes de production du milieu des années 1980. (...) plus personne n'a honte de porter un manteau ou une écharpe en fourrure », le réveil semble avoir été pénible.



Arrachage de panneaux à Genève

« Cette pub insulte les femmes » s'exclamaient le même personnage quelques jours plus tard en découvrant les affiches qui fleurissaient sur les murs.

Finies les annonces péremptoires. Les fourreurs ne se présentent plus comme « de vrais écologistes (sic!) », regrettant l'utilisation par des associations comme la Ligue de photos qui

« possèdent cette capacité de neutraliser la réflexion et la raison ».

Ils craignent maintenant que leurs clients se fassent « injurier » et dénoncent « cette campagne inacceptable » qui est « une incitation à l'incivilité ».

En réaction, Swissfur a publié à son tour une affiche vantant le port de la fourrure. Niais à souhait, elle représente une femme enfoncée dans un manteau de fourrure, tenant béatement une petite fille dans ses bras. Avec ce visuel fortement avant-gardiste, qui bat en brèche toute image réductrice que l'on pourrait se faire de la femme, Swissfur entend « répondre aux attaques irréfléchies et disproportionnées des extrémistes de la protection des animaux ».

Ouie, ça fait mal.

L.F.



Maculage de magasins à Lausanne



► Corrida

La mise à mort du taureau bientôt interdite en Espagne ?

«Il faut renoncer à l'estocade (mise à mort) de façon graduelle, peut-être lors de la prochaine législature. Nous devons en finir avec cette fin sanglante du taureau.» a annoncé en décembre dernier la socialiste et ministre de l'Environnement Cristina Narbona.

Dans un pays où la tauromachie est considérée comme la «fête nationale», cette simple perspective a provoqué une véritable levée de bouclier.

Bien qu'elle ait tout de suite précisé qu'il s'agissait d'une «opinion personnelle», nombre d'hommes politiques, éleveurs, directeurs d'arènes, toreros ou stars de la télé ont immédiatement réagi en condamnant ses propos et en accusant la ministre de vouloir «mettre à mort la fête taurine», ce qui serait une excellente nouvelle.

Si depuis quelques années déjà, les spectacles où les animaux sont traités «de façon cruelle» ne sont plus autorisés en Espagne, la corrida constitue à cet égard une exception, au nom de la perpétuation d'une «tradition très ancrée». De fait, les propos de Cristina Narbona semblent ne pas être qu'une

opinion personnelle, d'autres ministres du gouvernement Zapatero rêveraient en coulisse, d'interdire «cet atroce final sanglant».

Pour les opposants à la mise à mort du taureau, cette modification s'inscrit dans un des combats du gouvernement socialiste : la défense du droit des animaux.

Le code pénal interdit maintenant les combats de chiens ou de coqs, encore fréquents en Espagne. L'exécutif de Zapatero s'est prononcé en automne dernier en faveur d'un projet visant à accorder davantage de droits à certains primates, et à augmenter les peines de prison pour ceux qui maltraitent les animaux domestiques.

Les opposants à la corrida toujours plus nombreux

Autoproclamée ville «anti-taurine» depuis 2004, Barcelone a l'intention de transformer ses prestigieuses arènes en lieux de ventes aux enchères. Un récent sondage montre également que la popularité des corridas diminue de manière significative: si un tiers des Espagnols se disaient «intéressés» par la corrida en 1999, ce chiffre a chuté à un quart aujourd'hui.

Néanmoins, le combat ne semble pas gagné d'avance par la Ministre, puisque même dans son camp politique son projet provoque des remous. Le secrétaire général du parti socialiste José Blanco, admirateur déclaré des corridas ayant annoncé : «*Je me battraï pour que la fin de la mise à mort ne s'inscrive dans aucun de nos programmes électoraux.*»

Le comité de rédaction



Point de vue

La ministre de l'Environnement a été bien courageuse de tenter d'intervenir à l'encontre de la sacro-sainte chorégraphie, du meurtre public d'un animal livré aux amateurs de corrida, et nous lui en sommes reconnaissants. Sa proposition peut sembler être, au premier abord, une avancée – timide - vers un mieux «disparaître» pour le taureau, puisqu'elle entend lui épargner au moins le supplice final.

Cependant, elle semble ignorer comment ce spectacle sanglant se déroule, puisqu'en réalité, les spectateurs se rendent à une corrida pour voir un animal souffrir, agoniser et mourir. Un animal qui a déjà souvent été soumis à de graves mutilations, avant même

son entrée dans l'arène, afin de protéger au mieux son brave tortionnaire.

Par la suite, les différents intervenants lui infligent de telles blessures qu'il ne représente plus aucune menace pour l'inférieur bourreau dans son habit de lumière: l'animal est littéralement à genoux.

Comment la bête agonisante quittera-t-elle donc l'arène ? De quelle manière, quand, et par qui, sera-t-elle achevée ?

La proposition de Madame Cristina Narbona ne fait pas mention de ces sordides détails qui détermineront pourtant les derniers instants de la vie du taureau. Elle n'amoindrit pas non plus la sauvagerie archaïque qu'est la corrida. Au contraire,

elle s'avère fournir une concession lâche au monde tauromachique qui peut ainsi prétendre se racheter un virginité, à l'instar de ces amateurs de corrida portugaise qui proclament avec une étrange fierté : «Chez nous le taureau n'est pas tué !» Or, s'il agonise loin des yeux du public, seul dans les couloirs de l'arène, l'animal est néanmoins mis à mort après avoir été lui aussi préalablement torturé, sous les yeux avides de carnage des aficionados.

Ceux qui ont conscience de l'extrême souffrance des animaux d'arènes ne sauraient se satisfaire d'une mesure hypocrite et exigent que cessent enfin ces insensées cruautés que sont les corridas.

S.W



Editorial

Liebe Mitglieder, liebe Freundinnen und Freunde der Liga

Wir möchten Sie herzlich an die Generalversammlung der Liga einladen, die am 24. März stattfindet. Auf den S. 14 und 30 dieser Zeitung finden Sie den diesjährigen Geschäftsbericht sowie die Gewinn- und Verlustrechnung. Die Einladung, die Traktandenliste und der Zufahrtsplan für die Generalversammlung sind auf S. 29 abgedruckt.

Sicher haben Sie bemerkt, dass unsere Zeitung seit der letzten Ausgabe über viel mehr Seiten verfügt und vollständig im Vierfarbendruck herausgegeben wird. Zu unserer grossen Freude und unserem Erstaunen kommt uns dieses neue Format billiger zu stehen als das bisherige. Da die neue Zeitung den Schablonen des Kleinformats vom Typ „Le Matin Bleu“ oder „20 minutes“ angepasst ist, ist der Druck weniger aufwändig und somit billiger. Da uns mehr Platz zur Verfügung steht, können wir Sie mit mehr Informationen über den Tierschutz im Allgemeinen versorgen. Schliesslich setzt sich die Liga nicht nur für die Abschaffung der Tierversuche ein, sondern beteiligt sich auch an zahlreichen Tierschutzaktionen.

Wir hoffen, Sie am 24. März bei uns willkommen heissen zu dürfen, und grüssen Sie ganz herzlich

Ihr Vorstand

► Projekt In vitro Veritas

Ermutigende Resultate

In der Dezemberausgabe 2005 unserer Zeitung berichteten wir von unserer Partnerschaft mit dem wissenschaftlichen Komitee PRO ANIMA, das die Entwicklung von Zelltests als Alternativen zu Tierversuchen bei Toxizitätstest ermöglichen soll.

Das Labor NOVALEADS wurde mit der Entwicklung dieser Tests beauftragt. Erste Resultate wurden auf Ende 2005 erwartet. Die Entwicklung der Tests erwies sich jedoch als sehr schwierig, so dass ein weiteres Forschungsjahr erforderlich ist.

Trotzdem war unsere Geduld nicht umsonst. Die ersten ermutigenden Resultate ermöglichten die Entwicklung einer Methode, die sich im Vergleich zu den bereits bestehenden Zelltests als äusserst innovativ erweist.

Alternativen für Tierversuche bei Toxizitätstests – ein moralisches Anliegen

Schon der Gedanke, dass Tiere gezwungen werden, Unkrautvernichtungsmittel und andere chemische Substanzen zu schlucken, ist unerträglich. Es stellt sich die Frage, wie es um die menschliche Würde dieser Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler bestellt ist, die beobachten, wie sich Tiere vor Schmerzen winden, sich übergeben und Durchfall kriegen.

Leider reicht unsere Sensibilität für die Leiden der Tiere nicht aus, um viel auszurichten. Diese Tests werden von der öffentlichen Hand in Auftrag gegeben und damit begründet, es gäbe keine anderen Methoden zur Evaluation der Toxizität chemischer Produkte, die jährlich auf den Markt gebracht werden.

Die erfreulichen Resultate von NOVALEADS sind umso ermutigender, da sie uns in einem ersten Schritt ermöglichen, das langfristige Verbot von Toxizitätstests an Tieren zu begründen.

Neuheit im Vergleich zu herkömmlichen Zelltests

Die Analyse toxischer Ereignisse wie der Apoptose (genetisch programmierter

Zelltod) erfolgt normalerweise mittels Flusscytometrie. Die Zellen werden von ihrem Träger gelöst (der dadurch erzeugte Stress kann die Interpretation der Resultate erschweren) und beispielsweise nach der Intensität der Fluoreszenz sortiert, die durch das cytotoxische Agens induziert wird. Diese Methode ermöglicht es, eine repräsentative Auswahl zu erhalten. Die damit verbundene Information ist jedoch qualitativer und nicht quantitativer Art. Zudem ist die Cytometrie auch weiterhin sehr kostspielig und erfordert eine umfassende und im Allgemeinen selten zur Verfügung stehende Ausstattung. Somit ist es notwendig, einfache, billige, quantitative und in Realzeit direkt auf dem Zellträger durchführbare Methoden zu entwickeln.

Beschreibung der Methode

Die von NOVALEADS entwickelte Fluoreszenzmethode ermöglicht es, die Auswirkung eines Giftstoffes mittels quantitativer Mikrospektroskopie zu testen. Vor einigen Jahren entwickelte NOVALEADS die Cyme-Technologie, die neue Zelltests ermöglichte. Während diese Technologie in anderen Bereichen auch weiterhin gültig ist, mussten die Tests zur Messung der Zelltoxizität überdacht werden. Um genügend Informationen liefern und anstelle von Tierversuchen eingesetzt

IMPRESSUM Schweizer Liga gegen Vivisektion

Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (SLGV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuches. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die SLGV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen. Die SLGV wird ausschliesslich durch Spenden und Legate finanziert. Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig. Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig. Gemäss Art. 19 ihrer Statuten ist die SLGV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

Publikation: Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der SLGV verfasst.
Desktop Publishing (DTP) und Layout: SLGV **Druck:** Edipress, auf Recycling-Papier Snow-Print 60 gm2 **Redaktionsvorstand:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret, Susane Wachtl **Adresse:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH - 1226 Thônex / GE
 T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch **Jahresbeitrag für Mitglieder:** mindestens CHF 15.- **PSchKto 12-2745-6**
Das Büro ist von Montag bis Freitagmorgen geöffnet.

Bereitschaftsdienst Französisch und Italienisch: Montag-Freitag 9.00 – 12.00 Uhr
 Bereitschaftsdienst Deutsch: Dienstag, Mittwoch und Donnerstag 14.00 – 17.00 Uhr

Aufruf an alle!

Bitte teilen Sie uns Ihre Adressänderungen mit. Sie helfen uns damit, Unkosten zu sparen. Jede falsch adressierte Postsendung kostet CHF. 2.-- !

Analyse der Zytotoxizität an lebenden Zellen durch quantitative Spektroskopie

Bei einem Teil der Tests wurden neun potenziell zytotoxische Moleküle untersucht. Diese werden in drei Kategorien eingeteilt:

Arzneimittel, die eine Herstellungsbewilligung erfordern

Atenol, Paclitaxel (Taxol), Cisplatin

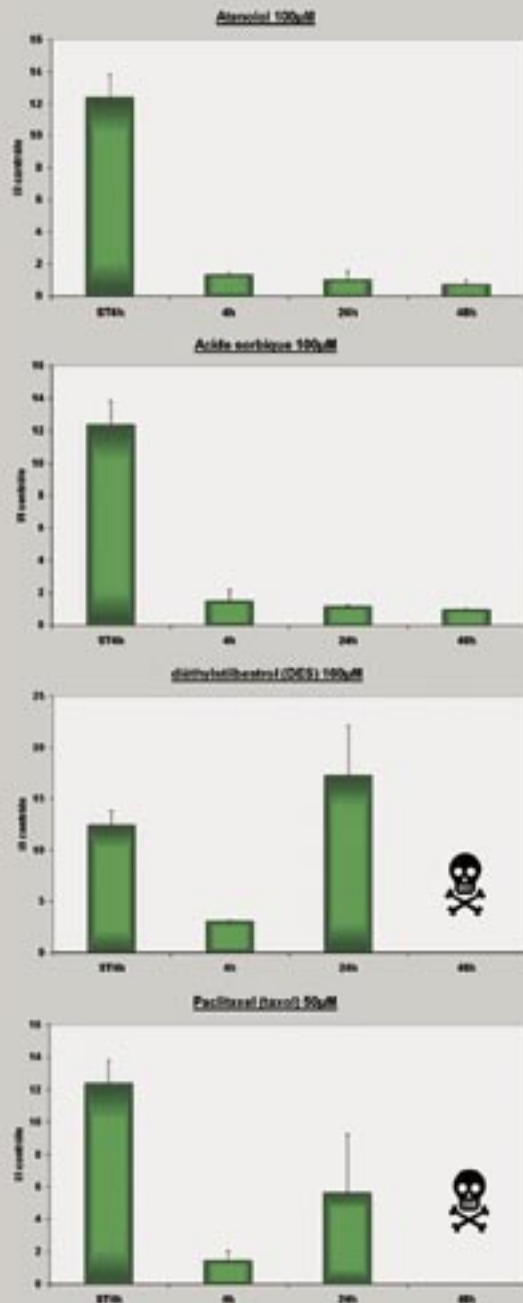
Vom Markt genommene Arzneimittel

Thalidomid, Diethylstilbestrol (Distilben, DES)

Nahrungsmittelzusätze

E110 (synthetisches Gelborange), E200 (Sorbinsäure), E951 (Aspartam), E641 (L-Leucin)

Analyse der Effekte nach 4, 24 und 48 Stunden:



werden zu können, darf die Methode nicht mehr nur auf Zellen anwendbar sein. Langfristig muss sie in komplexeren biologischen Systemen wie Geweben und Biopsien zur Anwendung gelangen können. In technischer Hinsicht muss die genetische Transfektion überwunden werden, die das Gelingen der Tests an Zellkulturen einschränkt. Der mehrere Monate dauernde Rückstand bei der Entwicklung von Tests wurde genutzt, um eine neue Methode zu entwickeln, welche diesen Anforderungen entspricht. Die genetische Transfektion der Zellen konnte so überwunden und künftige Testanwendungen vorbereitet werden. Auf diese Weise kann die Methode komplexeren biologischen Systemen angepasst werden, die dem menschlichen Organismus eher entsprechen.

Positionierung der neuen Technologie in Bezug auf den toxikogenomischen Ansatz

Mit der Toxikogenomie wird versucht, eine Gesamtheit von Zellereignissen (Genexpression) zu erfassen, die mit der toxischen Auswirkung des getesteten Moleküls im Zusammenhang stehen. Um zum intrazellulären Milieu zu gelangen, müssen die Zellen lysiert (oder zerquetscht) werden. Damit die gesamten exprimierten Gene beobachtet werden können, wird der Zellinhalt auf einem Biochip abgelegt. Auf diese Weise wird ein Profil des genetischen Ausdrucks erhalten und das Resultat kann interpretiert werden.

Grundsätzlich werden zahlreiche Informationen erhalten. In der Praxis ist der Informationsgehalt jedoch beschränkt, da die Funktion der exprimierten Gene oder ihr formaler Zusammenhang mit der Toxizität nicht bekannt ist. Für uns sind jedoch nur ein oder wenige grössere Zellereignisse im Zusammenhang mit der Toxizität von Bedeutung, deren Kausalität klar erkennbar ist. Wir sind auch weiterhin überzeugt, dass beide Methoden von Interesse sind, da sie sich gegenseitig ergänzen.

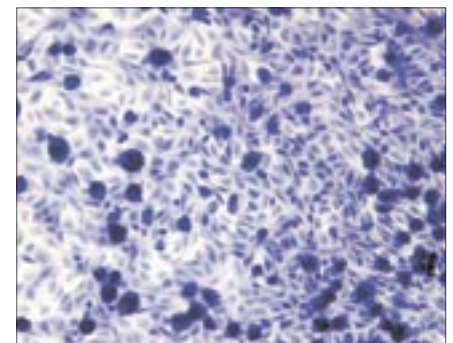
Weiterführung des Projekts

Wir verfügen nun über eine solide Arbeitsgrundlage, die von verschiedenen Toxikologie-Spezialisten und Behördenexperten als wirkliche Alternative zu Tierversuchen eingestuft wurden. In der Folge können wir unsere Zusammenarbeit mit PRO ANIMA und NOVALEADS weiterführen.

Gleichzeitig müssen wir unsere Politiker sowie die Abgeordneten im Parlament sensibilisieren und von der Notwendigkeit überzeugen, sich aktiv für die Entwicklung von Alternativmethoden einzusetzen und Tierversuche abzulehnen. In diesem Fall geht es nicht nur um den Tierschutz, sondern auch um die Volksgesundheit. Die

Tatsache, dass das toxische Potenzial chemischer Substanzen, die in unserer Umwelt verbreitet werden und die wir alle einatmen oder mit der Nahrung aufnehmen, an Tiergruppen wie Hunden, Katzen, Nagern, Hasen und Affen getestet wurde, stellt für uns keinen Anlass zur Beruhigung dar. Würden sich die Tiermodelle für solche Tests wirklich eignen, käme es nicht zu einer explosionsartigen Zunahme von Krebs und Allergien bei der Bevölkerung. Die Tatsache, dass wir trotz unseren beschränkten finanziellen Mitteln zur Entwicklung einer Alternativmethode anstelle der überflüssigen Tierversuche beitragen können, beweist, dass die öffentliche Gesundheit nicht zu den zentralen Anliegen der Behörden und Pharmagesellschaften gehört.

Die Redaktionskommission



Zu wenige Unterschriften für unsere Genfer Initiative

Die schlechte Nachricht erreichte uns Ende Dezember. Wegen zu vielen ungültigen Unterschriften kam unsere Initiative „Für die Entwicklung von Alternativmethoden und gegen Missbräuche im Rahmen von Tierversuchen an der Universität Genf“ nicht zustande.

Dabei hatten wir eine ganze Zahl von fragwürdigen Unterschriftenbögen bereits ausgeschieden und am 10. August 2006 „nur“ 10'570 Unterschriften bei der Genfer Kanzlei eingereicht. Anerkannt wurden jedoch nur 9'330 bei 10'000 erforderlichen Unterschriften. Wegen 670 fehlenden Unterschriften kam unsere Initiative also nicht zustande, was ziemlich frustrierend ist.

Der Misserfolg ist auf verschiedene Gründe zurückzuführen:

Mit rund 40% Ausländern verfügt Genf über einen grossen kulturellen Reichtum. Angesichts dieser Tatsache ist es aber schwierig zu gewährleisten, dass die Unterschriften von Schweizer Staatsbürgern stammen, die volljährig und im Kanton ansässig sind. Diese drei Bedingungen müssen bei einer kantonalen Initiative erfüllt sein.

Viele Unterschriftenbögen, die uns zugestellt wurden, waren unleserlich oder enthielten falsche Adressen. Sie wurden ausgeschnitten oder per Fax geschickt. All diese Bögen mussten als ungültig erklärt und konnten nicht eingereicht werden.

Da wir im Kanton über 2500 Mitglieder verfügen, gingen wir bei 10'000 Unterschriften davon aus, dass jedes Mitglied vier Unterschriften sammelt. Dies schien uns ohne Weiteres machbar zu sein. Mit Ausnahme weniger Mitglieder, die fleissig am Werk waren und denen wir an dieser Stelle ganz herzlich danken möchten, wurden nur wenige Unterschriften gesammelt. Die Unterschriftenbögen, die uns einige Tage nach Ablauf der Frist zugestellt wurden, hätten ebenfalls mehr gebracht, wenn sie früher bei uns eingetroffen wären.

Unsere Aktion wird weitergeführt

Trotz der ernüchternden Sachlage erwiesen sich einige Elemente als positiv. Mehrere Kontrollen und Befragungen haben gezeigt, dass die Universität Genf unter anderem an einer fehlenden Hierarchie leidet, die eine gewisse Zahl von Missbräuchen des Lehrkörpers ermöglicht hat. Eine Revision des Universitätsgesetzes ist derzeit im Gang.

Bei dieser Gelegenheit möchten wir die Genfer Abgeordneten auf unsere Forderungen hinweisen, die im Initiativtext aufgeführt sind. Auf diese Weise möchten wir erreichen, dass sie in den definitiven Gesetzestext aufgenommen werden.

Das ganze Jahr hindurch waren wir mit der Erstellung eines Dossiers beschäftigt.

Dieses hätte dazu gedient, die Forderungen unserer Initiative bei einer Abstimmung zu begründen. Anhand verschiedener Unterlagen können wir Folgendes beweisen:

- **Die meisten (in der Ausgabe Nr. 12 unserer Zeitung veröffentlichten Grundsätze und Richtlinien der Schweizerischen Akademie der Medizinischen Wissenschaften (SAMW)**

werden von der Universität nicht eingehalten. Diese führt regelmässig Tierversuche durch.

- **Verglichen mit ähnlichen Versuchen ausländischer Forscherteams werden bei zahlreichen Forschungsprojekten zu viele Tiere eingesetzt.** In jedem vierten Fall erklärten sich die Wissenschaftler spontan bereit, weniger Versuchstiere einzusetzen.

- **Trotz den Bedingungen, die der Grosse Rat vor über sechs Jahren erliess, werden – entgegen der Behauptungen der Hochschule – die an der Universität durchgeführten Tierversuche von keiner ethischen Kommission evaluiert, die diesen Namen auch wirklich verdient.** Dies erklärt teilweise, warum Tiere ungerechtfertigt eingesetzt wurden.

Das neue Universitätsgesetz wird zweifellos noch dieses Jahr in Kraft treten. Sollte keine unserer Forderungen berücksichtigt werden, werden wir mit grösster Wahrscheinlichkeit eine neue Initiative starten. Dann werden wir aber alles daran setzen, dass der zweite Versuch erfolgreicher verläuft.



Das Redaktionskomitee



► Gesetzesentwurf in der EU

Baldiges Importverbot von Wildvögeln in der Europäischen Union?

Ein Importverbot von Wildvögeln wäre eine erfreuliche Nachricht. Das Beobachten eines in einem Käfig lebenden Vogels, der meist höchstens mit den Flügeln schlagen kann, stellt ein fragwürdiges Vergnügen dar.

Es zeugt von grossem Egoismus, sich die „Anschaffung“ von Vögeln zu leisten, deren Fang für die Tiere selber mit grossen Leiden verbunden war und Dutzenden von Artgenossen das Leben kostete.

Das Plündern der Fauna oftmals armer Länder bei gleichzeitiger Entwicklung von Massnahmen zum Schutze unserer wilden Fauna lässt auf eine fragwürdige Ethik schliessen.

Der Gesetzesentwurf wurde aufgrund des Berichts der Europäischen Behörde für Lebensmittelsicherheit (EFSA) beschlossen. Daraus geht hervor, dass sich gefangene und in die EU importierte Wildvögel dort nicht wohl fühlen und die Sterberate (während dem Fang) sehr hoch ist. Die Wissenschaftler weisen zudem darauf hin, dass beim Import von Wildvögeln das Risiko besteht, Krankheiten einzuführen und zu verbreiten. Diese könnten katastrophale Auswirkungen haben und zu grossen wirtschaftlichen Verlusten führen. Wenn die Kommission der Mitgliederstaaten diesen Text ratifiziert, könnten ab Juli nur noch in Gefangenschaft gezüchtete Vögel aus anerkannten Zuchtbetrieben einer beschränkten Anzahl Länder in die EU importiert werden.

Den bereits in Käfigen lebenden Vögeln nützt diese Bestimmung nicht viel. Aber zumindest würde die mit dem entsprechenden Handel verbundene hohe Sterblichkeitsrate gesenkt. Jährlich werden rund eine Million Wildvögel in die EU importiert. Bevor Ende 2005 im Zusammenhang mit der Vogelgrippe verschiedene Einschränkungen getroffen wurden, stellte diese weltweit den grössten Vogelimporte dar. Beim Fang und Transport sterben rund 40 – 60% der Vögel.

L.F.

Geschäftsbericht 2006 der Schweizer Liga gegen Vivisektion

Administrative Arbeiten

Sekretariat und Büro: Verwaltung der Mitgliederkarteien, Organisation der Kartenmailings, Werbekampagnen, Vertrieb unserer Zeitung. Seit jeher fallen viele administrative Arbeiten an und wir werden regelmässig auf schriftlichem Wege oder via Internet um Auskünfte gebeten. Wir erhalten auch viele aufmunternde Worte, was wir sehr schätzen.

Anfang Jahr wurde am Sitz der Liga ein zweites Büro eingerichtet. Nun können wir uns selber um die ganze Kommunikation der Liga kümmern. Die Gestaltung unserer Zeitung und anderer Publikationen sowie die Aktualisierung unserer Website erfolgen inzwischen von unseren Büros aus. Auf diese Weise sparen wir viel Geld, welches bis anhin für externe Leistungsträger ausgegeben wurde. Im Laufe des Jahres stiessen zwei neue Kräfte zu uns:

Seit Anfang Jahr kümmert sich der Biologe Daniel um die wissenschaftlichen Dossiers. Seine Aufgabe ist es insbesondere, ein Gutachten zu den Finanzierungsgesuchen abzugeben, die zur Entwicklung neuer Alternativmethoden bei uns eingereicht werden.

Seit dem Spätsommer kümmert sich Maja um die Deutschschweizer Korrespondenz und die entsprechenden Dossiers. Fünf Personen sorgen inzwischen dafür, dass das Büro die ganze Woche hindurch geöffnet ist. Die Öffnungszeiten können Sie dem Impressum auf Seite 11 entnehmen.



Der Sitz der SLGV befindet sich in Genf. Die Büros sind seit 1993 in einem ehemaligen Gebäude der Gemeinde Thônex untergebracht.

hinweisen, dass Sie gemäss dem in Ihrem Kanton geltenden Gesetz (im Allgemeinen) alle Spenden an die Liga, die mehr als hundert Franken betragen, von den Steuern abziehen können. Bezüglich der Modalitäten kontaktieren Sie Ihre Steuerbehörde oder die Website www.zevo.ch, auf der die aktuellen Bedingungen der einzelnen Kantone aufgeführt sind.

Vorstandssitzungen

Der Vorstand traf sich zweimal im Büro der Liga. An diesen Sitzungen, die am 18. März und am 9. Dezember stattfanden, wurde über Finanzhilfen zur Förderung von Alternativmethoden, die punktuelle Unterstützung verschiedener Tierheime in Not und verschiedene Aktionen entschieden. Im Laufe des Jahres fanden mehrere Arbeitssitzungen von Vorstandsmitgliedern statt, um die Weiterführung unserer Aktionen gewährleisten zu können.

Kantonale Kommissionen für Tierversuche

Nebst den kantonalen Arbeitssitzungen nahmen unsere Vertreterinnen und Vertreter der Kommissionen für Tierversuche auch an den Jahressitzungen der aktiven Tierschutzmitglieder teil, die in den verschiedenen kantonalen Kommissionen tätig sind. Die erste Sitzung fand im März in Bern, die zweite im September in Basel statt.

Förderung von Alternativmethoden

Auch dieses Jahr unterstützten wir verschiedene Projekte, die zur Abschaffung der Tierversuche in der Forschung führen sollen.

Wir waren in folgenden Bereichen tätig:

- **Unterstützung von InterNICHE** (siehe Artikel). Diese Vereinigung setzt sich bei privaten oder öffentlichen Institutionen für die Förderung von Alternativmethoden ein und ist hauptsächlich in Europa aktiv.

- **Beteiligung seit Ende 2006 am Vorstand der wissenschaftlichen Zeitschrift «ALTEX».** Diese sammelt und aktualisiert alle wissenschaftlichen Projekte zur Ersetzung von Tierversuchen. ALTEX ist in den Forschungslabors inzwischen weit verbreitet und ermöglicht es in zahlreichen Fällen, kostengünstigere und geeignetere Forschungsmethoden als die bestehenden Tierversuche anzubieten. Seit 2003 wird ALTEX von den beiden wichtigen wissenschaftlichen Datenbanken „medline“ und „current contents“ auch online verbreitet. Zahlreiche Anfragen stammen von Forscherteams aus den Vereinigten Staaten, Indien, Lateinamerika usw.



- **Finanzierung verschiedener Apparate oder synthetischer Modelle zur Ersetzung von Tierversuchungen bei der Ausbildung von Chirurgen im Spital.**



- **Verschiedene Forschungsprojekte sind im Gang. Am tatkräftigsten unterstützt wurden die Labors EPITHELIX und NOVALEADS, über deren ausgezeichnete Resultate in dieser Zeitung berichtet wird.**



Um Kosten zu sparen, übernahm der Vorstand selber die meisten Unterhaltsarbeiten und den Umzug ins neue Büro

Buchhaltung: Unsere Buchhaltung wird jedes Jahr von einer Treuhandgesellschaft geprüft und dem Genfer Finanzdepartement vorgelegt. Auf diese Weise ist es möglich, eine Steuerbefreiung zu erhalten. Wir möchten Sie bei dieser Gelegenheit darauf

Kartenmailing

Die Vorbereitung unserer Kartenmailings und der dreisprachigen Begleitbriefe, die Auswahl der von Hans Hofstetter in Bern gemalten Karten und der Versand an 150.000 Adressen in der ganzen Schweiz erforderte viel Zeit. Durch Ihre treue Unterstützung wurden wir aber reichlich entschädigt.



VETO und Parlamentariertage

Luc Fournier vertrat die Liga an Sitzungen von VETO in Zürich und Bern. Der Organisation VETO gehören verschiedene Tierschutzverbände an, die sich an gemeinsamen Aktionen beteiligen.

Am 19. Dezember nahmen Luc Fournier und Susanne Wachtl an den Parlamentariertagen in Bern teil. Bei dieser Gelegenheit beantwortete der Direktor des Bundesamtes für Veterinärwesen Fragen zur neuen Tierschutzverordnung. Die Veranstaltung bot unseren Vertretern die Möglichkeit, unsere Bundeshauspolitiker zu treffen, um sie für den Tierschutz zu sensibilisieren.

Werbekampagne

Unsere neue Werbekampagne gegen das Pelztragen wurde im November 2006 lanciert und dauerte bis im Januar. Wir verwendeten verschiedene Werbeträger wie F4-Plakate im öffentlichen Raum, Anzeigen in den Zügen und Presseinserate. Kleber mit dem Plakatsujet können bei der Liga bezogen werden.

Der englischsprachige Sender WRG in Genf strahlte eine Kampagne aus, die ursprünglich das ganze Jahr hindurch hätte gesendet werden sollen. Nach einigen Wochen wurde uns in einem Schreiben mitgeteilt, unsere Werbekampagne werde umgehend eingestellt, da sie nicht der Sendepolitik entspreche.



Unterstützung von Tierheimen in Not

Wir unterstützten rund zwanzig Schweizer Tierheime mit monatlichen Beiträgen für Futter und die Übernahme verschiedener Tierarztkosten – beispielsweise für die Sterilisation – sowie punktueller Finanzhilfe. Die Finanzierung erfolgte jeweils nach einer gründlichen Prüfung der Dossiers und es wurde dafür gesorgt, dass die Weiterführung gewährleistet ist.

Schlussfolgerungen

Dieser Bericht verschafft Ihnen einen Überblick über unsere Aktivitäten im letzten Jahr. Erfreut stellen wir die positive Entwicklung fest, die sich abgezeichnet hat.

Die Weiterverfolgung unserer Projekte sollte es ermöglichen, einige der zahlreichen Missbräuche in Frage zu stellen, unter denen die Tiere zu leiden haben.

Erneut waren unsere Aktionen nur dank Ihrer Unterstützung möglich. Trotz der schwierigen Konjunkturlage stellen wir fest, dass diese in keiner Weise nachgelassen hat. Wir möchten Ihnen deshalb an dieser Stelle ganz herzlich danken.

Max Moret, Präsident

Aktionen – Petitionen, Initiativen und Stände

Wir unterstützten verschiedene Petitionen und Initiativen, indem wir diese unserem Versand beilegten und an Ständen Unterschriften sammelten. Von April bis August sammelten wir fast täglich Unterschriften für unsere kantonale Initiative „Für die Entwicklung von Alternativmethoden und gegen Missbräuche im Rahmen von Tierversuchen an der Universität Genf“. Auch in der Weihnachtszeit wurden Standaktionen durchgeführt, um die Bevölkerung für die Leiden der Tiere im Rahmen der Herstellung von „Delikatessen“ zu sensibilisieren. Für Standaktionen anderer Verbände oder Personengruppen stellten wir auf Anfrage Material (Plakate, Abziehbilder usw.) mit dem Logo der Liga zur Verfügung. Von Juli bis November verbrachten wir viel Zeit damit, die 226 Artikel der neuen Tierschutzverordnung zu lesen, welche in die Vernehmlassung geschickt wurde. Die Stellungnahme der Liga wurde Anfang November beim Bundesrat und dem Bundesamt für Veterinärwesen eingereicht.



Der Vorstand der Liga dankt Anne und Laurianne ganz herzlich für ihren Einsatz und die zahlreichen Standaktionen, die sie seit mehreren Jahren durchführen.

► InterNICHE

Neue Projekte in der ehemaligen Sowjetunion

Am 24. Oktober 2006 führten die Organisationen InterNICHE, VITA (russischer Tierschutzverband) **und IAAPEA** (International Association against painful experiments on animals) **in Russland einen Schulungstag durch, bei dem sie Alternativmethoden als Ersatz von Tierversuchen vorstellten.**

Bei dieser Gelegenheit unterzeichneten InterNICHE und die technologische Fakultät für Tierproduktion an der Landwirtschaftsakademie in Velikie Luki einen Vertrag zur Abschaffung von Tierversuchen. Zum ersten Mal in der Geschichte unterzeichnete somit eine russische Fakultät einen solchen Vertrag. Darin zeigt sich das zunehmende Interesse dieser Länder, moderne Geräte zu erwerben und zu verwenden.

Letztes Jahr hatte schon die pharmakologische Abteilung der Veterinärakademie von St. Petersburg mit InterNICHE einen Vertrag zur Abschaffung von Tierversuchen abgeschlossen. Ein auf Multimediageräte spezialisiertes Labor, das von der IAAPA gesponsert wird, gewährleistete allen Studierenden den Zugang zu Unterrichtssoftware. Mit einem zweiten Vertrag, der mit der Abteilung für Physiologie und Pharmakologie der Veterinärakademie der Stadt Kazan abgeschlossen wurde, wurde ebenfalls die Einstellung aller Tierversuche erreicht.



Lena Maroueva und Nick Jukes von InterNICHE

In den Wochen nach der Veranstaltung hielten Nick Jukes von InterNICHE und seine russische Kontaktperson Lena Maroueva sowie Mitarbeitende aus der Ukraine und von Weissrussland in zahlreichen russischen Städten sowie der weissrussischen Hauptstadt Minsk Vorträge.

Gemäss Lena Maroueva waren diese rege besucht: „In Russland, der Ukraine und anderswo interessieren sich die Institutionen für Alternativmethoden. Sie sind ideal für

diese Regionen und verbessern die Qualität der wissenschaftlichen Schulung unter schwierigen wirtschaftlichen Bedingungen. Wir freuen uns über das Umdenken, das nicht nur den Tieren viel Leid erspart, sondern den Studierenden zudem den Zugang zu modernen Lehrmitteln ermöglicht.“

Laufende Projekte bei InterNICHE

InterNICHE sponsert auch weiterhin zwei Projekte in der ehemaligen Sowjetunion. Am Zoologischen Institut von Kharkov wurden chirurgische Forschungen an lebenden Tieren durch eine Alternativmethode ersetzt, bei der Kadaver benutzt werden. Im Rahmen des zweiten Projekts wird der Universität im armenischen Yerevan Software zur Verfügung gestellt, mit der Studierende im Rahmen von praktischen Arbeiten ausgebildet werden können.

Erstes Projekt erfolgreich abgeschlossen

Beim ersten von InterNICHE gesponserten Projekt wurde die erste Physiologie-Software (in Form einer CD) auf Russisch entwickelt. Ihre Entwicklung und Gratisabgabe ermöglichte den Ersatz von Tierversuchen bei zahlreichen Experimenten.

Unterstützung von InterNICHE durch die Liga

InterNICHE gehören junge Biologinnen und Biologen an, die sich seit jeher für die Abschaffung von Tierversuchen einsetzen. Die Organisation wird seit einigen Jahren von der Liga unterstützt. In diesem Artikel wird nur über einen Teil der Aktionen berichtet. Wir danken InterNICHE ganz herzlich für die bis anhin geleistete Arbeit. Die Forscherinnen und Forscher gehören zu der jungen Generation, die mit Hilfe neuer Alternativmethoden die totale und endgültige Abschaffung der Tierversuche erreichen kann.

Die Redaktionskommission

Presseschau

Schutz der Robben

In einer Resolution fordert der Europäische Rat die 46 Mitgliederstaaten auf, jeglichen Handel mit Robbenprodukten zu verbieten. Von Kanada wird zudem ein Verbot der grausamen Schlachtmethoden verlangt. Dies gilt insbesondere für den Fang mit Hakapiks (Robbenhaken). In der Resolution heisst es unter anderem: „Die Versammlung stimmt der Erklärung vom 15. September 2006 zu, mit der jeglicher Handel von Robbenprodukten in der EU verboten wird (...). Die Kommission erlässt umgehend ein Verbot von Import, Export und jeglichem Verkauf von Robbenprodukten.“



Türkei: Hunderte von Opferpriestern von Schafen verletzt

Im Dezember mussten Hunderte von ungeschickten Opferpriestern in die Spitäler der ganzen Türkei eingeliefert werden. Anlässlich der Feiern zum Opferfest Aid al-Adha hatten sie sich mit Messern selber mehr oder weniger schwer verletzt.

Mindestens 1179 Personen mussten auf der Notfallabteilung der Spitäler in zahlreichen Städten behandelt werden. Die meisten Verletzten hatten sich aus Ungeschicktheit selber Schnittverletzungen an Händen und Füßen beigebracht oder wurden von einem aufgebrauchten Tier verletzt, das sie opfern wollten.

Vier Personen wurden von Schafen, die sich auf sie stürzten, schwer verletzt. Drei weitere Personen erlitten einen Herzanfall, als sie die Tiere unter Kontrolle bringen wollten. Bei diesem muslimischen Fest, das vier Tage dauert, opfern die Gläubigen ein Schaf oder ein Rind. Damit soll dem Opfer Abrahams gedacht werden.

Belgien verbietet Hunde- und Katzenpelze

Belgien hat ein im November 2006 von Wirtschaftsminister Marc Verwilghen erlassenes Gesetz angenommen, das die Herstellung und den Handel von Hunde- und Katzenpelzen verbietet.



► Corrida

Todesstoss in spanischen Stierkampfarenen bald verboten?

„Der Todesstoss bei der Corrida muss schrittweise abgeschafft werden, vielleicht schon in der nächsten Legislaturperiode. Wir müssen diesem blutigen Sterben der Stiere ein Ende bereiten“, erklärte die sozialistische Umweltschutzministerin Cristina Narbona im Dezember. In einem Land, das den Stierkampf als „Nationalfest“ betrachtet, löste diese einfache Aussage heftigen Widerstand aus.

Obwohl Narbona sofort darauf hinwies, es handle sich um ihre „persönliche Meinung“, reagierte zahlreiche Politiker, Züchter, Direktoren von Stierarenen, Toreros und Fernsehstars umgehend auf ihren Vorschlag und beschuldigten die Ministerin, „dem Stierfest den Todesstoss versetzen“ zu wollen, was eine tolle Nachricht wäre.

Schon seit einigen Jahren sind in Spanien Spektakel verboten, bei denen Tiere auf „grausame Weise“ behandelt werden. Die Corrida stellt jedoch in dieser Hinsicht eine Ausnahme dar, da damit eine „tief verankerte Tradition“ weitergeführt wird. Trotzdem scheint es sich beim Vorschlag von Cristina Narbona nicht einfach um eine persönliche Meinung zu handeln, träumen doch andere

Ministerinnen und Minister der Zapatero-Regierung hinter den Kulissen von einem Verbot des „grausamen und blutigen Endes“. Für die Gegner des Todesstosses ist die entsprechende Gesetzesänderung im Rahmen der Anliegen der sozialistischen Regierung zu sehen, zu denen auch die Rechte der Tiere gehören.

Die in Spanien immer noch häufig stattfindenden Hunde- und Hahnenkämpfe sind bereits strafrechtlich verboten. Letzten Herbst sprach sich die Exekutive von Zapatero zudem für ein Projekt aus, das gewissen Primaten mehr Rechte verleiht und die Gefängnisstrafen für diejenigen erhöht, die Haustiere misshandeln.

Immer mehr Gegner der Corrida

Barcelona, das sich 2004 zur „Anti-Stierkampf-Stadt“ erklärte, möchte seine berühmten Arenen in Versteigerungsorte umwandeln. Eine kürzlich durchgeführte Meinungsbefragung zeigt, dass die Beliebtheit der Corridas merklich zurückgeht. Während 1999 noch ein Drittel der Spanierinnen und Spanier am Stierkampf „interessiert“ war, ist es inzwischen nur noch ein Viertel der Bevölkerung.

Der Kampf der Ministerin scheint jedoch noch lange nicht gewonnen zu sein. Sogar in ihrem eigenen politischen Lager stösst ihr Vorschlag auf Widerstand. So erklärte José Blanco, Generalsekretär der sozialistischen Partei und erklärter Anhänger der Corrida: „Ich werde mich dafür einsetzen, dass das Ende des Todesstosses in keinem unserer Wahlprogramme auftauchen wird.“

Die Redaktionskommission



Standpunkt

Mutigstellte die spanische Umweltschutzministerin die sakrosankte Choreographie des öffentlichen Mordes an Tieren in Frage, die den Anhängern der Corrida ausgeliefert sind. Wir sind ihr dafür dankbar. Ihre Anregung mag auf den ersten Blick als – schüchterner – erster Schritt zu einem besseren „Ende“ der Stiere erscheinen, denen sie zumindest die letzten Qualen ersparen möchte.

Ihr scheint jedoch nicht klar zu sein, wie dieses blutige Spektakel verläuft. In Tat und Wahrheit begeben sich die Zuschauer nämlich an eine Corrida, um ein Tier leiden, im Sterben liegen und verenden zu sehen. Um den mutigen Folterknecht besser zu schützen, wurde dieses schon vor seinem Auftritt in der Arena schwer verstümmelt.

Verschiedene Beteiligte fügen dem Tier anschliessend solche Verletzungen zu, dass es für den teuflischen Schlächter in seinem Lichtgewand keine Bedrohung mehr darstellt. Der Stier wird buchstäblich in die Knie gezwungen.

Wie wird das sterbende Tier also die Arena verlassen? Auf welche Weise, wann und von wem wird ihm der Todesstoss versetzt werden?

Auf solch erbärmliche Details, die jedoch die letzten Augenblicke im Leben eines Stiers bestimmen, geht Cristina Narbona nicht ein. Sie vermag die archaische Grausamkeit der Corrida auch nicht humaner zu gestalten. Mit ihrer feigen Konzession an die Verfechter des Stierkampfes gibt sie diesen die Möglichkeit, sich reinzuwaschen. Im Stile

der Anhänger der portugiesischen Corrida werden sie mit seltsamen Stolz behaupten: „Bei uns wird der Stier nicht getötet.“ Das Tier stirbt aber auch, wenn sein Todeskampf in den Gängen der Arena stattfindet. Auch wenn sich das blutrünstige Publikum nicht an der Agonie des Stiers weiden kann, wurde dieser vorgängig auf brutale Weise gefoltert.

Diejenigen, die das unsägliche Leiden der Tiere in den Arenen erkannt haben, werden sich mit einer scheinheiligen Pseudomassnahme nicht zufrieden geben. Sie werden vielmehr fordern, dass diese unsinnige Grausamkeit namens Corrida endlich ein Ende hat.

S.W

► Alternativen zu Tierversuchen

Preisverleihung 2006 der Egon-Naef-Stiftung für die In-vitro-Forschung

Am Samstag, den 2. Dezember 2006, wurde im Genfer Hotel Royal Manotel der Egon-Naef-Preis verliehen. Dieser ging an Professor Andrew Hemphill von der Universität Genf für seine In-vitro-Forschungen zu den Wirt-Parasit-Interaktionen und der Behandlung parasitärer Erkrankungen wie der Echinococcose. Nach Aussagen von Professor Andrew Hemphill konnte mit den im Jahr 1995 aufgenommenen Studien, „der massive Einsatz von Labortieren“ verhindert werden. Das interessante Modell wurde bereits von anderen Forscherteams übernommen und insbesondere dafür eingesetzt, Interaktionen zu erkennen und zu analysieren, bei denen verschiedene Wachstumsfaktoren daran beteiligt sind, die Zellkulturen des Echinococcus zu initiieren.

Einen Spezialpreis erhielt Luca Augsburg von der Universität Genf. Unter der Leitung von Prof. D. Rüfenacht entwickelte er eine In-vitro-Testbank, welche die Evaluierung und Charakterisierung hämodynamischer Effekte ermöglicht, die sich durch die Verwendung endovaskulärer Prothesen bei der Behandlung von Gehirnaneurysmen ergeben.

Stand der Arbeiten ehemaliger Preisträger

Während der Preisverleihung orientierte Stiftungspräsident Egon Naef auch über den Stand der Arbeiten einiger ehemaliger Preisträger:

- Mit seinem Zellkulturmodell hat es Prof. Honegger von der Universität Lausanne

ermöglicht, den Einfluss von Hormonen und Wachstumsfaktoren sowie die Reifung von Hirnzellen zu untersuchen. Die Kulturen werden heute in der Industrie zur Entwicklung von Medikamenten gegen Multiple Sklerose eingesetzt.

- Dr. Daniel Favre von der EPFL ist daran, eine Methode zur Erkennung von Hepatitis C zu entwickeln.
- Dr. Cosson von der Universität Genf nimmt In-vitro-Studien zu Infektionskrankheiten vor.
- Dr. Wiszniewski, Mitbegründer des Start-up-Unternehmens „Epithélix“, ist es mit seinem äusserst leistungsfähigen Zellkulturmodell im Rahmen verschiedener Versuche gelungen, transgene Mäuse bei der Untersuchung von Atemwegserkrankungen zu ersetzen.

Die Egon-Naef-Stiftung

Insbesondere mit ihrer jährlichen Preisverleihung unterstützt die am 19. Januar 1998 gegründete Egon-Naef-Stiftung für die In-vitro-Forschung Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler bei der Entwicklung von Alternativmethoden zu Tierversuchen.

Aus den eingereichten Dossiers muss hervorgehen, wie Tierversuche durch Alternativmethoden ersetzt oder eingeschränkt werden können. Die Unterlagen müssen klare Angaben zur Zahl der ersetzbaren Tiere, zum Schweregrad und zur Häufigkeit der Tierversuche haben, die eingeschränkt oder ersetzt werden. Erforderlich ist zudem eine Einschätzung, wie die Alternativmethode von den wissenschaftlichen Kreisen und den Behörden aufgenommen werden könnte. Schliesslich müssen ein Lebenslauf und eine Bibliographie mit den wichtigsten Vorbereitungsarbeiten zur entwickelten Methode sowie eine kurze Darstellung über den aktuellen Forschungsstand eingereicht werden. Unabhängige Experten entscheiden über die Preisverleihung.



Die Stiftung verfügt über ein vom Gründer einbezahltes Startkapital von CHF 100'000.--. Sie wird von der Aufsichtsbehörde des Kantons Genf kontrolliert.

Stiftung E.Naef für die In-vitro-Forschung, Chemin des Arcs-en-ciel 3 – 1226 Thônex

Presseschau

Frankreich – endlich härtere Strafen für Tiermisshandlung?

13 Monate Gefängnis unbedingt für Totschlagen einer Hündin

Ein 48-jähriger Mann aus der Lorraine, der seine Hündin im Juni 2006 totgeschlagen hatte, wurde vom Strafgericht in Metz zu 13 Monaten Gefängnis unbedingt verurteilt. Das Gericht verbot dem Angeklagten unter anderem, je wieder ein Haustier zu halten. Dieser muss dem Pariser Tierschutzverband SPA, der als Zivilkläger aufgetreten war, zudem eine Entschädigung in der Höhe von 1500 Euro bezahlen.

Gilles Viardot, der wegen schwerer Körperverletzung und Grausamkeit gegenüber einem Haustier verurteilt worden war, berief sich bei der Gerichtsverhandlung darauf, unter Alkoholeinfluss gestanden zu sein.

Nachdem er von einem feuchtfröhlichen Fest nach Hause gekehrt war und rückwärts in die Garage fahren wollte, hatte er den Hund seiner Lebensgefährtin überfahren. Anschliessend schlug er das schwer verletzte Tier mit einem Brett tot.

„Ich bedaure es, den Hund totgeschlagen zu haben. Ich stand unter Alkoholeinfluss und überlegte nicht“, meinte er zu seiner Verteidigung vor dem Gericht.

Zeugen berichteten, wie der Angeklagte die Hündin totschiess. Diese habe schauerlich geheult. Keiner der Anwesenden konnte jedoch bestätigen, dass das Tier von seinem Meister vorher überfahren worden war.

Staatsanwalt Jean-Marc Dannenberger hatte nur einen Monat Gefängnis bedingt sowie eine Entschädigung des zivilen Klägers gefordert.

Im Februar 2005 wurde ein 72-jähriger Mann erstinstanzlich zu einem Jahr Gefängnis unbedingt verurteilt, weil er in Corrèze über 140 Tiere vergiftet hatte. Wenige Stunden bevor er vor dem Gericht in Limoges hätte erscheinen sollen, erhängte er sich in seiner Zelle in der Haftanstalt Tulle.

Im Oktober 2004 wurde ein 18-jähriger vom Strafgericht Avignon zu einem Jahr Gefängnis unbedingt verurteilt. Er hatte eine Hündin angezündet, die von Minderjährigen mit Benzin übergossen worden war.

Im Januar desselben Jahres war ein 38-jähriger Mann vom Gericht in Pas-de-Calais zu einer viermonatigen Haftstrafe verurteilt worden. Dieser hatte seinen Pudel in die Waschmaschine gesteckt und den Kadaver in einem Abfallsack entsorgt.

Rückkehr von Wildtieren in österreichischen Zirkussen gefordert

Der Eu-Binnenmarktkommissar Charlie McGreevy setzt sich für eine Rückkehr der Wildtiere in österreichischen Zirkussen ein. Durch das Verbot der Haltung und Mitwirkung von Wildtieren in Zirkussen, das im neuen österreichischen Tierschutzgesetz verankert ist, wird seiner Meinung nach die Dienstleistungsfreiheit ausländischer Zirkusse eingeschränkt. Er fordert Österreich deshalb zu einer Gesetzesänderung auf, um dem EU-Vertrag zu entsprechen.

Das jetzige österreichische Gesetz wurde aufgrund verschiedener Elemente erlassen. So kam das Wiener Umweltschutzbüro in seinem 1996 erstellten Gutachten zur Haltung von Wildtieren in Zirkussen zu folgendem Schluss:

„Künftig sollten in Zirkussen nur Tierarten erlaubt sein, die unter Berücksichtigung ihrer biologischen Notwendigkeiten gehalten werden können. Wir möchten darauf hinweisen, dass es bei Wildtieren grundsätzlich unmöglich ist, diesen Notwendigkeiten zu entsprechen.“

Zwischen 1998 und 2002 wurden in österreichischen Zirkussen vier Personen verletzt. Ein kleiner Junge wurde von einem Kamel getreten, mehrere Kinder von einem Affen gebissen und ein Zuschauer von einem Elefanten gepackt und an der Brust schwer verletzt.

Handelsfreiheit über alles

Der europäische und österreichische Abgeordnete Jörg Leichtfried hatte in einem 2005 veröffentlichten Artikel gefordert, das Wohl der Tiere müsse zu einem vorrangigen europäischen Wert werden. Diese Meinung scheinen nicht alle Mitglieder der europäischen Kommission zu teilen. Unabhängig davon, ob man für oder gegen die europäische Union ist, ist eine Haltung grundsätzlich zu verurteilen - diejenige, welche die Handelsfreiheit höher einstuft als den Respekt, der jedem Lebewesen gebührt.

Neuester Stand der Dinge: ▾

Angeichts des Drucks, den die EU ausübte, lancierte der Verein gegen Tierfabriken – Österreich in Verbindung mit zahlreichen Tierschutzorganisationen eine internationale Protestkampagne. Tausende von Unterschriften wurden bereits bei der Europäischen Union eingereicht.

Die Protestwelle bewog die Kommission, auf ihren Entschluss zurückzukommen. Das Verfahren wurde am 12. Dezember 2006 formell eingestellt. Der unerhoffte Erfolg blieb nicht ohne Auswirkungen. In der Tat steht der Weg nun offen für Länder wie Ungarn, die wilde Tiere ebenfalls aus ihren Zirkussen verbannen möchten. In Anlehnung an das Beispiel Österreich soll das Verbot in naher Zukunft von der EU anerkannt werden.

In diesem Zusammenhang stellt sich die Frage, wie lange die Schweiz noch braucht, bis die hiesigen Zirkusse nicht mehr ungestraft mit ihrer Tierschau durch das Land ziehen können.

► Plakatkampagne gegen das Pelztragen

Plakate lassen nicht gleichgültig

Heruntergerissene Plakatflächen und beschmutzte Schaufenster von Pelzhändlern: In den Kantonen Genf und Waadt trafen erhitzte Gemüter aufeinander. Gleichzeitig mit unserer Plakatkampagne, welche fast die ganze Schweiz abdeckte, lancierte die SVPA in der Westschweiz ebenfalls eine breit angelegte Kampagne gegen das Pelztragen. Mit dem Slogan „Nur Monster tragen noch Pelze“ und ihren verschiedenen Definitionen des Wortes „Pelz“ startete der Waadtländer Tierschutz dieses Jahr massive Aktionen gegen den Pelzhandel.

Nach der tollen Reportage, die das Migros-Magazin wenige Tage vor der Lancierung unserer Plakatkampagne publizierte und in welcher der Vizepräsident von Swissfur strahlend erklärte: *«Inzwischen haben wir wieder das Produktionsvolumen erreicht, das wir Mitte der Achtzigerjahre erzielten. (...) schämt sich niemand mehr, einen Mantel oder einen Schal aus Pelz zu tragen.»*, war das Erwachen offenbar hart.



Heruntergerissene Schilder in Genf

«Diese Werbung beleidigt die Frauen», meinte der gleiche Mann einige Tage später, als er die Plakate auf den Wänden entdeckte.

Die Inserate mit den durchschlagenden Aussagen gehören der Vergangenheit an. Die Pelzhändler stellen sich nicht mehr als *«eigentliche Umweltschützer (sic!)»* dar, die bedauern, dass Vereinigungen wie die

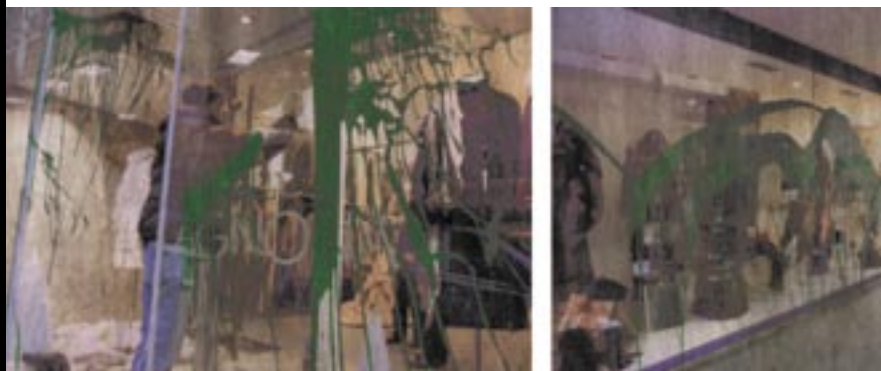
Liga *«irreführende»* Fotos benutzen. Diese würden dazu dienen, *«Reflexion und Vernunft auszuschalten»*.

Inzwischen fürchten die Pelzhändler, ihre Kunden könnten *«beleidigt»* werden, und prangern *«diese unakzeptable Kampagne»* an, die *«eine Einladung zur Unhöflichkeit»* darstellt.

Als Reaktion auf unsere Kampagne veröffentlichte Swissfur ein Plakat, mit dem die positiven Aspekte des Pelztragens dargestellt werden. Auf äusserst dumme Weise wird eine in einen Pelzmantel eingehüllte Frau dargestellt, die mit einfältigem Strahlen ein kleines Mädchen in den Armen hält. Mit dieser avantgardistischen Darstellung, die alle Klischees über die Frauen bestätigt, möchte Swissfur *«auf die unüberlegten und übermässigen Angriffe der Tierschutzextremisten reagieren»*.

Au, das tut weh...

L.F.



Beschmutzte Geschäfte in Lausanne



Editoriale

Cari soci, care amiche e cari amici della Lega,

Vi invitiamo a prendere parte all'Assemblea generale della Lega che si terrà il 24 marzo prossimo. In previsione di questa assemblea, potete prendere conoscenza del rapporto di attività 2006 e dei conti della Lega a pag. 22 e 30 del presente numero. La convocazione, l'ordine del giorno ed il piano di accesso per recarvi all'Assemblea sono pubblicati a pagina 29.

Avete certamente constatato che rispetto al precedente numero, il nostro giornale comporta un maggior numero di pagine ed è interamente stampato in quadricromia. E sarete certamente ancor più lieti di sapere che questa nuova formula ci costa sorprendentemente meno di prima! Ora il giornale è adattato al formato dei giornali gratuiti come «le Matin Bleu» o «20 minutes», vale a dire che per stamparlo occorrono meno interventi in tipografia, ciò che spiega le tariffe più vantaggiose.

Un maggior numero di pagine ci offre anche la possibilità di condividere con voi più informazioni sulla protezione degli animali in generale. Infatti, la Lega non solo concentra i propri sforzi sull'abolizione della sperimentazione animale, ma è anche impegnata in numerose azioni relative alla difesa degli animali.

In attesa di accogliervi numerosi il 24 marzo prossimo, vi inviamo i nostri più cordiali saluti.

Il Comitato

► Progetto In vitro Veritas



Risultati molto incoraggianti

Nel n°9 del nostro giornale del mese di dicembre 2005, avevamo presentato la nostra collaborazione con PRO ANIMA, incentrata sullo sviluppo di test cellulari che consentono di sostituire gli animali utilizzati per i test di tossicità.

Vi ricordiamo che NOVALEADS era stato incaricato di mettere a punto questi test i cui primi risultati erano attesi per la fine 2005. Come potete facilmente immaginare, la messa a punto di questi test si è rivelata piuttosto difficoltosa ed ha necessitato un anno di lavoro supplementare.

Possiamo però annunciarvi che la nostra pazienza non è stata vana in quanto i primi risultati non solo sono molto incoraggianti ma hanno anche consentito di mettere a punto una metodologia molto innovativa rispetto ai test cellulari attualmente disponibili.

Sostituire gli animali nei test di tossicità: un dovere morale

Il semplice fatto di sapere che si obbligano animali ad ingerire diserbanti ed altre sostanze chimiche per valutarne la tossicità è assolutamente insopportabile. Dove è finita la dignità umana di questi scienziati quando osservano gli animali torcersi dal dolore, svuotarsi a causa di vomiti e diarree?

Purtroppo la nostra sensibilità nei confronti della sofferenza animale non ci è di nessuna utilità quando si tratta di opporci ai poteri pubblici che ordinano questi test. La loro giustificazione è che non esistono altri metodi per misurare la tossicità dei prodotti chimici lanciati sul mercato anno dopo anno.

Il risultato positivo ottenuto da NOVALEADS è dunque particolarmente incoraggiante in quanto costituisce una prima giustificazione per il divieto totale, a termine, dei test di tossicità sugli animali.

Novità rispetto ai test cellulari già esistenti

L'analisi di episodi tossici salienti come apoptosi (morte cellulare programmata geneticamente) è consuetamente realizzata

mediante citometria dei flussi. Le cellule sono staccate dal loro supporto (uno stress che peraltro può generare difficoltà di interpretazione dei risultati) poi vagliate in base per esempio all'intensità di fluorescenza indotta dall'agente citotossico. Questo metodo consente di contare su campioni statisticamente significativi. Ma l'informazione apportata è qualitativa, non quantitativa. La citometria è comunque una tecnica costosa che necessita una strumentazione pesante e globalmente poco disponibile. Ne risulta la necessità di sviluppare metodologie semplici, poco costose, quantitative e realizzabili in tempo reale direttamente sul supporto di coltura.

Descrizione del metodo

Il metodo di fluorescenza messo a punto da NOVALEADS consente di testare l'effetto tossico mediante micro spettroscopia quantitativa.

Qualche anno fa, Novaleads è stata il promotore della tecnologia Cyme, tradottasi nell'applicazione di nuovi test cellulari. Se la tecnologia Cyme rimane valida in altri contesti, l'obiettivo da raggiungere nell'ambito della misurazione di tossicità cellulare esige una concezione radicalmente nuova

IMPRESSUM Lega svizzera contro la vivisezione

Fondata nel 1883, la LSCV è un'associazione ai sensi dell'art.60 del codice civile. Persegue i seguenti obiettivi: Combattere con tutti i mezzi legali, fino alla sua abolizione totale, la pratica di esperimenti medici, scientifici, militari, industriali o commerciali sugli animali vivi (vivisezione). Far riconoscere ed incoraggiare finanziariamente la messa a punto e lo sviluppo di tutti i metodi scientifici sostitutivi ed alternativi alla sperimentazione animale.

Il finanziamento della LSCV proviene esclusivamente da doni e lasciti. La LSCV non riceve alcun sussidio da parte dei poteri pubblici, motivo per cui gode di una totale indipendenza. Riconosciuta di pubblica utilità, la LSCV è esente da imposte ed i doni superiori a CHF 100.- che le sono rivolti, possono essere detratti fiscalmente.

Conformemente all'articolo 19 dei suoi statuti, la LSCV non ha scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati esclusivamente per il conseguimento degli obiettivi perseguiti.

Pubblicazione: Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV.

PAO e maquette: LSCV **Tipografia:** Edipress, su carta riciclata Snow-Print 60 gm2 **Comitato di redazione:** Luc Fournier,

Michèle Loisel, Max Moret, Susane Wachtl **Indirizzo:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE

T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch - Quota annua dei Soci: Minimo CHF 15.- CCP 12-2745-6

L'ufficio è aperto da lunedì a venerdì mattina. Permanenza in francese ed italiano: tutte le mattine dalle 9.00 alle 12.00

Permanenza in tedesco: i pomeriggi di martedì, mercoledì e giovedì dalle 14.00 alle 17.00

Appello a tutti!

Vogliate per cortesia comunicarci i vostri cambiamenti di indirizzo, per evitarci grosse spese. Il costo per una lettera inviata ad un indirizzo sbagliato è di ben CHF. 2.-- !

Analisi della citotossicità su cellule vive in coltura mediante spettroscopia quantitativa.

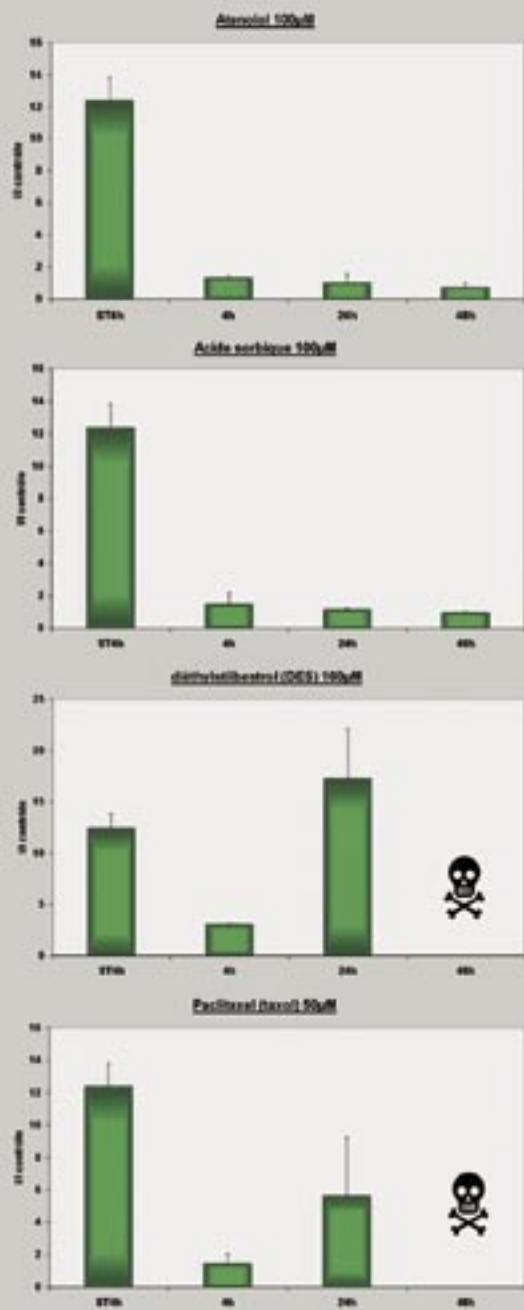
Parte dei test è consistita nel testare 9 molecole potenzialmente citotossiche, classificate in tre categorie :

Agenti terapeutici oggetto di una AMM (autorizzazione di messa sul mercato)
Aténol, Paclitaxel (Taxol), Cis-platine

Agenti terapeutici ritirati dal mercato
Thalidomide, Diéthyl-stilbestrol (Distylbène, DES)

Additivi alimentari
E110 (giallo arancione sintetico), E200 (acido sorbico), E951 (Aspartame), E641 (L- Leucina)

Analisi degli effetti a 4, 24 e 48 ore :



dei test. Per essere sufficientemente informativo e soprattutto sostitutivo degli esperimenti sugli animali, il metodo non deve essere applicabile unicamente alle cellule. A termine, deve essere realizzabile su sistemi biologici più complessi quali tessuti o biopsie. Dal profilo tecnico, ciò equivale a superare la tappa detta della "transfezione genica" che limita l'attuazione pratica dei test alle cellule in coltura. Il ritardo di diversi mesi maturato nello sviluppo dei test è stato utilizzato per mettere a punto un nuovo metodo che risponde a queste esigenze. È stato pertanto possibile superare la tappa della transfezione genica delle cellule e preparare le future applicazioni del test, rendendo dunque il metodo idoneo a sistemi biologici più complessi e più vicini all'organismo umano.

Posizionamento di questa nuova tecnologia rispetto all'impostazione della tossicogenomica

La tossicogenomica cerca di capire un insieme di eventi cellulari (espressione di geni) abbinati all'effetto tossico della molecola testata. A tal fine, le cellule devono essere "lisate" (o frantumate) per recuperare il mezzo intracellulare. Quest'ultimo viene successivamente depositato su una biochip per osservare l'insieme dei geni così espressi. Si ottiene dunque un profilo di espressione genica e si interpreta questo risultato.

Sul principio, le informazioni generate sono considerevoli. In pratica, l'apporto informativo rimane limitato in quanto, nella maggior parte dei casi, non si conosce il ruolo dei geni espressi e nemmeno il loro legame formale con la tossicità. Al contrario, ci interessiamo soltanto ad uno o qualche evento cellulare di primo piano abbinati alla tossicità e la cui causalità è dal suo canto perfettamente accertata. Restiamo comunque convinti che entrambi i metodi sono interessanti in quanto complementari.

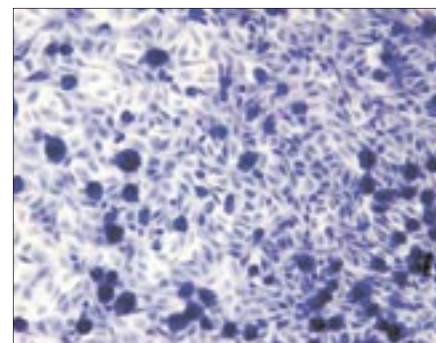
Il proseguimento del progetto

Disponiamo attualmente di una base di lavoro solida, analizzata molto positivamente come una possibile e reale alternativa ai test sugli animali, da diversi specialisti in tossicologia ed esperti autorevoli. Possiamo dunque proseguire la nostra collaborazione con PRO ANIMA e NOVALEADS.

Parallelamente al nostro progetto dobbiamo anche sensibilizzare e convincere sia i nostri eletti politici che gli eurodeputati sulla necessità di impegnarsi attivamente nello sviluppo di modelli alternativi e di rifiutare la sperimentazione animale.

Non si tratta soltanto di protezione degli animali ma anche di sanità pubblica. Come ci si può sentire rassicurati sapendo che il potenziale tossico delle sostanze chimiche disseminate nel nostro ambiente e che finiamo tutti con l'inalare o ingerire, è stato misurato su gruppi di animali composti da cani, gatti, roditori, conigli e scimmie? Se il modello animale fosse veramente pertinente, non conosceremmo una simile esplosione dei casi di cancro ed allergie nella popolazione. Il fatto che, malgrado i nostri mezzi finanziari limitati, riusciamo ad aprire un varco nello sviluppo di un modello alternativo in grado di sostituire questi inutili test sugli animali, sta chiaramente a dimostrare che la sanità pubblica non è al centro delle preoccupazioni nè per le autorità nè per le ditte farmaceutiche.

Il comitato di redazione



Rapporto di attività 2006 della Lega svizzera contro la vivisezione

Lavoro amministrativo

Segretariato ed ufficio: Gestione dello schedario dei soci, organizzazione delle spedizioni delle cartoline, campagne, distribuzione del giornale. Il lavoro amministrativo è sempre molto intenso e siamo regolarmente sollecitati da richieste di informazioni via e-mail o posta. Tra tutti questi invii, ci sono anche tanti incoraggiamenti che ci fanno molto piacere!

Un secondo ufficio è stato allestito all'inizio dell'anno nella sede della Lega, il che ci consente di farci carico di tutto quanto si riconduce alla comunicazione della Lega. La concezione del giornale e di altre pubblicazioni nonché l'aggiornamento del nostro sito Internet sono ora effettuati nei nostri uffici, ciò che ci consente di risparmiare le spese finora fatturate da ditte di servizi esterne.

Nel corso dell'anno, due persone si sono aggiunte nei nostri uffici:

Daniel, dottore in biologia, che si occupa dei dossier scientifici dall'inizio dell'anno, è più particolarmente incaricato di formulare un preavviso sulle richieste di sostegno finanziario che ci sono rivolte relativamente allo sviluppo di nuovi modelli alternativi.

Maja, dal canto suo, si occupa dalla fine dell'estate della corrispondenza e dei dossier della Svizzera tedesca. Cinque persone assicurano dunque a turno l'apertura dell'ufficio tutta la settimana. I giorni e le ore in cui potete contattarci sono riportati a pagina 20.



La sede della LSCV si trova a Ginevra. Un edificio acquistato nel comune di Thônex accoglie gli uffici della Lega dal 1993

la possibilità, in virtù della legge vigente nel vostro cantone, di detrarre tutti i doni (generalmente) di un importo superiore a 100 CHF fatti alla Lega. Per conoscere le modalità di detrazione, potete contattare la vostra amministrazione fiscale o consultare il sito Internet www.zevo.ch che tiene aggiornate le diverse condizioni cantonali.

Incontri del Comitato

Il Comitato nazionale si è riunito due volte, il 18 marzo ed il 9 dicembre presso la sede della Lega. Durante queste sedute, si è deciso lo stanziamento di aiuti finanziari agli sviluppi di metodi alternativi, di sostegni a diversi rifugi in difficoltà nonché diverse azioni. Durante tutto l'anno, si sono svolte sedute di lavoro tra diversi membri del Comitato per garantire il proseguimento ed il controllo delle azioni in corso.

Commissioni cantonali di controllo dei laboratori

Oltre alle sedute di lavoro cantonali, i nostri rappresentanti presso le commissioni hanno preso parte a due riunioni annue che riuniscono personalità impegnate nella protezione degli animali che siedono nelle principali commissioni cantonali. La prima si è svolta in marzo a Berna e la seconda in settembre a Basilea.

Aiuti ai metodi alternativi

Anche quest'anno abbiamo sostenuto finanziariamente diversi progetti mirati a sopprimere totalmente l'utilizzazione di animali nella ricerca. I settori in cui abbiamo concentrato i nostri sforzi nel 2006 sono:

- **sostegno a InterNICHE** (v. articolo), incaricato di promuovere l'utilizzazione dei metodi alternativi presso le istituzioni pubbliche e private, la cui azione si estende sul territorio europeo
- **dalla fine del 2006 partecipazione al comitato di redazione della rivista scientifica «ALTEX»**, che raggruppa ed aggiorna tutti i progetti scientifici di sostituzione alla sperimentazione animale. ALTEX è ora ampiamente diffusa presso i laboratori di ricerca e consente in molti casi di proporre metodi di ricerca meno onerosi e più pertinenti rispetto a quelli che utilizzano gli animali. ALTEX è anche divulgata su Internet dal 2003 dalle due importanti banche dati scientifici «medline» e «current contents». Numerose richieste provengono dunque anche da gruppi di ricerca di Stati Uniti, India, America latina, ecc.



- **finanziamento di diversi apparecchi o modelli sintetici che consentono di sostituire totalmente gli animali durante la formazione dei chirurghi.**



- **sono in corso diversi progetti di ricerca. I principali sostegni sono stati concessi ai laboratori EPITHELIX e NOVALEADS, i cui eccellenti risultati sono presentati nel presente numero.**



Per evitare spese inutili il nuovo ufficio, e questo vale per la maggior parte dei lavori, è stato allestito da membri del Comitato.

Contabilità: Ogni anno i nostri conti sono controllati da una società commercialista e sottoposti al Dipartimento delle Finanze di Ginevra. Questo ci consente di usufruire dell'esonero fiscale. Cogliamo l'occasione per farvi presente che avete

Mailing delle nostre cartoline

Il lavoro di preparazione delle spedizioni di cartoline, lettere di accompagnamento in tre lingue, scelta delle cartoline dipinte da Hans Hofstetter di Berna ed invio a 150'000 indirizzi in Svizzera, è stato ancora una volta generosamente ricompensato dal vostro fedele sostegno.



VETO e Giornate dei parlamentari

Luc Fournier ha rappresentato la Lega nelle riunioni di VETO svoltesi a Zurigo e Berna l'anno trascorso. VETO raggruppa diverse associazioni svizzere di protezione degli animali, impegnate in azioni comuni. Luc Fournier e Susanne Wachtl hanno inoltre preso parte alla "Giornata dei Parlamentari" del 19 dicembre a Berna, nel corso della quale il Direttore dell'Ufficio veterinario federale ha risposto alle domande relativamente alla nuova ordinanza sulla protezione degli animali. Queste riunioni offrono ai nostri rappresentanti l'opportunità incontrare i nostri eletti parlamentari al fine di sensibilizzarli sulla protezione degli animali.

Campagna di affissione

La nostra nuova campagna antipelliccia è stata lanciata nel novembre 2006 e si è conclusa lo scorso gennaio. Abbiamo utilizzato diversi supporti: manifesti F4 per le strade, annunci nei treni e pubblicazioni sulla stampa. Sono stati stampati autoadesivi del manifesto, tuttora disponibili presso la Lega.

Una campagna radiofonica contro la vivisezione che inizialmente doveva essere diffusa tutto l'anno è stata trasmessa anche dall'antenna WRG, che emette attorno al lago Lemano. Dopo qualche settimana, ci è giunta una comunicazione di WRG che ci ha annunciato la cessazione immediata degli annunci in quanto non rientrano nella linea editoriale della stazione !



Aiuti ai Rifugi in difficoltà

Abbiamo sostenuto una ventina di Rifugi svizzeri sotto forma di apporti alimentari mensili, oppure pagando le spese veterinarie, tra cui le sterilizzazioni, oppure con partecipazioni finanziarie di caso in caso. Questi aiuti sono stanziati previo esame di ogni dossier. Inoltre si garantisce un controllo costante dell'utilizzazione dei fondi.

Conclusioni

Il presente rapporto illustra nelle grandi linee le nostre attività durante l'anno trascorso. È incoraggiante constatare l'evoluzione positiva intervenuta durante questo periodo. Il proseguimento dei nostri progetti dovrebbe consentire di rimettere in causa un certo numero di abusi, sempre troppo numerosi, di cui sono vittima gli animali. Finora, tutte le nostre azioni sono state possibili soltanto grazie al vostro aiuto e malgrado la congiuntura difficile, siamo lieti di constatare che il vostro sostegno non ci è mai venuto meno. Dopo avervi presentato il nostro rapporto di attività, cogliamo l'occasione per ringraziarvi di cuore.

Max Moret, Presidente

Azioni: petizioni, iniziative e stand

Abbiamo sostenuto diverse petizioni ed iniziative aggiungendole alle nostre lettere e facendole firmare sui nostri stand. La nostra iniziativa cantonale "Per lo sviluppo di metodi alternativi e contro gli abusi della sperimentazione animale all'Università di Ginevra" ci ha occupati quasi quotidianamente tra aprile ed agosto per la raccolta delle firme. Sono stati allestiti stand durante il periodo natalizio per sensibilizzare la popolazione sulle sofferenze subite dagli animali per la produzione di cibo ritenuto "raffinato" da una parte dei consumatori. Abbiamo inoltre fornito materiale (manifesti, autoadesivi, ecc.) con l'intestazione della Lega per stand allestiti da altre associazioni o raggruppamenti che ne hanno fatto richiesta. Infine, la messa in consultazione della nuova ordinanza sulla protezione degli animali tra luglio e novembre ha richiesto uno studio approfondito dei 226 nuovi articoli. La presa di posizione della Lega è stata comunicata all'inizio di novembre al Consiglio federale ed all'Ufficio veterinario federale.



Il Comitato della Lega tiene a ringraziare calorosamente Anne e Laurianne per il loro coinvolgimento ed i numerosi stand che allestiscono benevolmente da tanti anni.

► InterNICHE

Nuovi progetti nell'ex Unione Sovietica

Le associazioni InterNICHE, VITA (organizzazione russa per i diritti dell'animale) e IAAPEA (Associazione internazionale contro gli esperimenti dolorosi sugli animali) hanno scelto la data del 24 ottobre scorso per lanciare in Russia una giornata dell'educazione che offra l'accesso ai metodi alternativi, in vista della soppressione della sperimentazione animale.

In questa occasione è stato siglato un nuovo contratto per l'abolizione delle sperimentazioni sugli animali tra InterNICHE e la facoltà tecnologica di produzione animale dell'Accademia di agricoltura di Velikie Luki. Si tratta del primo contratto di questo tipo siglato da una facoltà in Russia, ciò che sta a dimostrare il crescente interesse manifestato da questo paese per l'acquisizione e l'utilizzazione di strumenti moderni.

Questo contratto seguiva da vicino quello siglato l'anno precedente tra InterNICHE ed il dipartimento di farmacologia dell'Accademia veterinaria di San Pietroburgo inteso a sopprimere l'utilizzazione di animali. Un laboratorio specializzato in multimedia, patrocinato dall'IAAPEA, garantiva l'accesso di tutti gli studenti ai software di insegnamento. Un secondo contratto con il dipartimento di fisiologia e farmacologia dell'Accademia veterinaria del Kazan aveva posto termine ad ogni forma di sperimentazione sugli animali.



Lena Maroueva e Nick Jukes di InterNICHE

Le settimane seguenti, Nick Jukes d'InterNICHE, il suo contatto russo Lena Maroueva nonché collaboratori di Ucraina e Bielorussia hanno dato conferenze in numerose città in Russia come pure a Minsk, capitale della Bielorussia.

Stando a Lena Maroueva, queste conferenze sono state accolte molto favorevolmente: «In Russia, Ucraina ed altrove, diverse istituzioni

si interessano ai metodi alternativi, che sono ideali per queste regioni e migliorano la qualità della formazione scientifica in circostanze economiche difficili. Siamo lieti di osservare un'evoluzione delle mentalità che non solo evita esperimenti dolorosi agli animali ma che permette inoltre agli studenti di accedere a strumenti educativi e formativi moderni».

Il progetto in corso d'InterNICHE

InterNICHE patrocina tuttora due progetti nell'ex Unione Sovietica. Il primo, all'istituto di zoologia a Kharkov dove le ricerche chirurgiche su animali vivi sono state sostituite da un metodo alternativo che utilizza cadaveri. Il secondo, che mette a disposizione dell'Università Armena di Yerevan una serie di software che consentono di formare gli studenti nell'ambito di esercizi pratici.

Un primo progetto ultimato e coronato da successo

Il primo progetto sponsorizzato da InterNICHE perseguiva lo scopo di creare il primo software (sotto forma di CD) di fisiologia in lingua russa. La realizzazione e la messa a disposizione gratuita di questo supporto hanno consentito di sostituire gli animali in numerose procedure sperimentali.

Sostegno della Lega a InterNICHE

InterNICHE, composto da giovani biologi che da sempre condannano la sperimentazione animale, è finanziariamente sostenuto dalla Lega da diversi anni dalla Lega. L'articolo precedente cita soltanto una parte delle loro azioni e non possiamo che ringraziarli di cuore per il lavoro svolto finora. Fanno parte di questa nuova generazione di scienziati che grazie ai nuovi metodi scientifici sarà in grado di permettere l'abolizione totale e definitiva della sperimentazione animale.

Il comitato di redazione

Rassegna stampa

Protezione delle foche

Il Consiglio d'Europa ha presentato una risoluzione in cui chiede ai 46 Stati membri di promuovere il divieto di ogni forma di commercio di prodotti derivati da foche. Chiede inoltre al Canada di vietare i metodi crudeli di uccisione, segnatamente quelli che utilizzano gli hakapiks (randelli muniti di un gancio appuntito). La risoluzione dice tra l'altro: «L'assemblea approva la dichiarazione del 15 settembre 2006 che vieta qualsiasi forma di commercio di prodotti di foche nell'UE. (...) La Commissione mette immediatamente in atto una proposta che vieta l'importazione, l'esportazione e qualsiasi vendita di prodotti di foche».



Turchia: Feriti centinaia di sacrificatori di pecore

Lo scorso dicembre, centinaia di sacrificatori maldestri sono accorsi negli ospedali di tutto il paese per curare ferite più o meno gravi che si sono fatti con un coltello durante la festa del Sacrificio, Aïd al-Adha.

Almeno 1.179 persone sono state curate nei servizi di pronto soccorso di numerose città, per lo più per ferite alle mani o ai piedi dovute a manipolazioni maldestre o ad un animale troppo agitato che si apprestavano a sgozzare.

Quattro persone sono state ferite piuttosto gravemente da pecore. Altre tre sono state vittima di crisi cardiaca mentre cercavano di controllare gli animali. Nel corso di questa festa musulmana che dura quattro giorni, i fedeli sgozzano un ovino o un bovino per commemorare il sacrificio di Abramo.

Il Belgio a sua volta vieta la pelliccia di cani e gatti

Il Belgio ha varato una legge proposta nel novembre 2006 dal Ministro dell'Economia Marc Verwilghen che vieta la produzione ed il commercio di pellicce di cani e gatti.

Respinta l'iniziativa «Per lo sviluppo di metodi alternativi e contro gli abusi della sperimentazione animale all'Università di Ginevra»

La notizia ci è stata comunicata alla fine di dicembre: la nostra iniziativa è fallita a causa di un numero insufficiente di firme valide.

Avevamo soppresso un gran numero di firme contestabili e per finire ne avevamo depositato 10'570 presso la Cancelleria ginevrina il 10 agosto 2006. Ciò malgrado, soltanto 9'330 sono state riconosciute valide allorchè sarebbe stato necessario raccoglierne 10'000 durante il lasso di tempo impartito, ossia quattro mesi. La nostra iniziativa è stata pertanto rifiutata per 670 firme, situazione piuttosto frustrante.

Molteplici motivi possono spiegare questa situazione:

Anzitutto, se Ginevra, con una media del 40% di residenti stranieri, gode di un'incontestabile ricchezza culturale, questa situazione diventa veramente problematica quando si tratta di accertarsi che le firme appartengono a cittadini svizzeri, maggiorenni e residenti in questo cantone, tre condizioni sine qua non per firmare un'iniziativa cantonale.

È bene inoltre precisare che molte firme pervenuteci erano illeggibili o con un indirizzo incompleto. Alcuni fogli di firme erano stati ritagliati o inviati per fax. In tutti questi casi, queste firme erano immediatamente dichiarate nulle e dunque non sono state depositate.

Inoltre, con 2'500 soci residenti in questo cantone, raccogliere 10'000 firme implicava che ciascuno ne raccogliesse quattro, ciò che ci è sembrato possibile. Purtroppo, poche firme ci sono state rinviate dai nostri soci, tranne alcuni/e che hanno svolto un vero e proprio lavoro di raccolta e che ringraziamo di cuore. Per concludere, i fogli delle firme che ci sono giunti per posta qualche giorno dopo la chiusura dell'iniziativa, sarebbero stati utili se fossero arrivati per tempo.

La nostra azione continua

Quanto al seguito da dare alla nostra iniziativa, diversi elementi sono comunque positivi. Diversi audit ed inchieste hanno dimostrato che l'Università di Ginevra soffre tra l'altro di un'assenza di direzione, ciò che ha permesso un certo numero di abusi da parte dei docenti. Una revisione della legge sull'Università è pertanto in corso.

Pernoi è l'occasione di esprimere ai deputati ginevrini le nostre rivendicazioni contenute nel testo della nostra iniziativa, affinché siano prese in conto nell'elaborazione del testo di legge finale.

È bene precisare che per l'intero 2006,

abbiamo lavorato all'elaborazione di un dossier che avrebbe dovuto permetterci di giustificare le rivendicazioni contenute nella nostra iniziativa in caso di votazione. Oggi siamo in grado di dimostrare, forti dei documenti idonei, quanto segue:

L'Università non rispetta la maggior parte dei Principi e Direttive dell'ASSM (pubblicati nel n°12 del nostro giornale) che disciplinano la pratica della sperimentazione animale;

• **numerosi progetti di ricerca utilizzano troppi animali, se paragonati ad esperimenti simili svolti da altri gruppi di ricerca stranieri.** In un caso su quattro, gli scienziati hanno spontaneamente accettato di ridurre il numero di animali per i loro esperimenti;

• **malgrado le condizioni poste dal Gran Consiglio oltre sei anni fa e contrariamente a quanto afferma l'Università, nessuna commissione etica degna di questo nome valuta le sperimentazioni animali svolte in seno a questa istituzione.** Questa situazione spiega in parte il numero ingiustificato di animali utilizzati.

La nuova legge sull'Università entrerà indubbiamente in vigore entro la fine di quest'anno. Se nessuna delle nostre rivendicazioni è presa in conto, è probabile che lanceremo una nuova iniziativa, e faremo tutto quanto in nostro potere per garantirne il successo.



Il comitato di redazione



► Progetto di legge dell'UE

L'importazione di uccelli selvaggi vietata nell'Unione Europea?

Questo divieto sarebbe un'eccellente notizia. Che piacere si può provare ad osservare un uccello che vivacchia in una gabbia che generalmente non gli permette di fare più di un battito d'ali?

Che egoismo offrirsi un animale la cui cattura ha provocato, oltre a tante sofferenze, anche la morte di decine di altri animali!

E che totale mancanza di senso morale partecipare al saccheggio della fauna di paesi spesso poveri, allorchè i nostri paesi studiano misure per preservare la nostra fauna selvaggia.

Questo progetto fa seguito al rapporto pubblicato dall'Autorità europea di sicurezza degli alimenti (EFSA), che conclude che il benessere degli uccelli selvaggi catturati ed importati nell'UE è basso e aggrava "il tasso di mortalità già elevato (durante le catture)". Gli studiosi precisano inoltre che l'importazione di questi uccelli comporta rischi di introduzione e propagazione di malattie che potrebbero avere conseguenze sanitarie catastrofiche e provocare gravi perdite economiche. Se la Commissione degli Stati membri ratifica questo testo, soltanto gli uccelli allevati in cattività, in allevamenti riconosciuti e provenienti da un numero ridotto di paesi, potrebbero essere importati nell'Unione europea a partire da luglio prossimo.

Questa disposizione non renderà più felici gli uccelli condannati a vivere in gabbia, ma almeno eviterà la forte mortalità connessa a questo commercio. Su circa un milione di uccelli selvaggi importati annualmente nell'UE (prima delle restrizioni introdotte a causa dell'influenza dei polli nel 2005, l'UE era il primo importatore mondiale), è stato dimostrato che i metodi di cattura e trasporto causano un tasso di mortalità variabile tra il 40 ed il 60%.

L.F.

► Alternative alla sperimentazione animale

Assegnazione del Premio 2006 della Fondazione E. Naef per la ricerca "in vitro"

Assegnato lo scorso 2 dicembre presso l'Hôtel Royal Manotel di Ginevra, il premio è stato consegnato al Professore Andrew Hemphill dell'Università di Berna, per le sue ricerche in vitro sullo studio delle interazioni ospite-parassita e per la scoperta di trattamenti delle malattie parassitarie quali l'echinoccosi. Iniziate nel 1995, queste ricerche hanno già consentito, secondo il Professore Andrew Hemphill, «di evitare l'utilizzazione massiccia di animali da laboratorio». Questo modello in vitro particolarmente interessante è stato ripreso da altri gruppi di ricerca, più particolarmente con lo scopo di individuare ed analizzare le interazioni che coinvolgono importanti fattori di crescita per avviare colture cellulari di Echinococcus.

Un premio speciale è stato assegnato al dott. Luca Augsburgger dell'Università di Ginevra che, sotto la responsabilità del Prof. D. Rüfenacht, ha sviluppato una batteria di test in vitro che consentono la valutazione e la caratterizzazione degli effetti emodinamici dovuti all'inserimento di protesi endovascolari nel trattamento degli ictus cerebrali.

Avanzamento dei lavori dei precedenti laureati del Premio

Durante la cerimonia, Egon Naef, Presidente della Fondazione, ha brevemente illustrato lo stato di avanzamento dei lavori di alcuni laureati degli anni scorsi:

- il Prof. Honegger, dell'Università di Losanna, ha consentito, grazie al suo modello di

colture cellulari, di studiare l'influenza di ormoni, fattori di crescita e maturazione delle cellule del cervello. Queste colture sono oggi utilizzate anche dall'industria per lo sviluppo di farmaci per la sclerosi multipla;

- il Dr Daniel Favre dell'EPFL lavora attualmente allo sviluppo di un metodo di rivelazione dell'epatite C;

- il Dr Cosson dell'Università di Ginevra, effettua ricerche in vitro sulle malattie infettive;

- infine, il Dr Wiszniewski co-fondatore della start up « Epithélix ». Il suo modello di colture cellulari estremamente efficace ha già consentito di abolire in molte procedure sperimentali, l'utilizzazione di topi transgenici per lo studio delle malattie respiratorie.

Descrizione della Fondazione E. Naef

Fondata il 19 gennaio 1998, la Fondazione E. Naef per la ricerca in vitro incoraggia, in particolar modo tramite l'attribuzione annua di un premio, ricercatori e scienziati a sviluppare metodi sperimentali alternativi alla ricerca sugli animali.

I dossier devono mettere in evidenza in che modo le sperimentazioni animali possono essere sostituite o ridotte dai metodi sviluppati. Il dossier deve contenere indicazioni chiare relativamente al numero di animali che possono essere sostituiti grazie al metodo sviluppato, i gradi di sofferenza e la frequenza delle sperimentazioni da ridurre o sostituire. Dovrà inoltre essere fornita una valutazione della possibile accettazione del metodo alternativo da parte degli ambienti scientifici e le autorità. Infine, devono essere forniti un curriculum vitae ed una bibliografia dei principali lavori preparatori relativi al metodo sviluppato, nonché una presentazione succinta dello stato attuale della scienza. Esperti indipendenti decidono l'attribuzione del o dei premi.



La Fondazione è dotata di un capitale iniziale di CHF 100'000.-- corrisposto dal fondatore. È controllata dall'autorità di vigilanza del Cantone di Ginevra.

Fondation E. Naef pour la recherche in Vitro, Chemin des Arcs-en-ciel 3 – 1226 Thônex

Rassegna stampa

Francia : La giustizia finalmente più severa per i maltrattamenti inflitti agli animali?

13 mesi di carcere perchè ha picchiato a morte il suo cane:

Un quarantottenne della Lorraine, che aveva picchiato a morte il suo cane nel giugno 2006, è stato condannato a 13 mesi senza condizionale dal tribunale di Metz.

Il tribunale ha inoltre vietato al prevenuto di detenere un animale domestico e lo ha condannato a versare 1.500 euro di risarcimento alla Società protettrice degli animali (SPA) di Parigi, che si era costituita parte civile.

All'udienza, Gilles Viardot, accusato di sevizie gravi ed atti di crudeltà verso un animale domestico, ha sostenuto di aver agito in stato di ebbrezza.

Al ritorno da una festa in cui aveva bevuto molto, nel fare retromarcia per parcheggiare la macchina in garage, aveva investito e schiacciato il cane della sua amica. Aveva poi finito l'animale, gravemente ferito, a legnate.

«Mi dispiace averlo ammazzato. Ero ubriaco, non ho riflettuto», ha dichiarato al tribunale per difendersi.

Dei testimoni hanno dichiarato di aver visto l'imputato prendere a botte il cane, ed hanno aggiunto che il cane urlava.

Il procuratore Jean-Marc Dannenberger aveva chiesto soltanto un mese di carcere con la condizionale ed il risarcimento della parte civile.

Nel febbraio 2005, un settantaduenne, condannato in prima istanza ad un anno di carcere senza condizionale per aver avvelenato oltre 140 animali nella Corrèze, si era impiccato nella prigione di Tulle, qualche ora prima di comparire dinanzi alla corte d'appello di Limoges.

Nell'ottobre 2004, un ragazzo di 18 anni, che aveva appiccato il fuoco ad un cane che era stato cosperso di benzina da un gruppo di minorenni, era stato condannato ad un anno di carcere dal tribunale penale di Avignon.

Nel gennaio dello stesso anno, un trentottenne che aveva messo il suo cane nella lavatrice e gettato il cadavere in un sacco della spazzatura, era stato condannato a quattro mesi di carcere da un tribunale del Pas-de-Calais.

Gli animali selvatici di ritorno nei circhi austriaci ?

A quanto pare sarebbe l'auspicio del commissario europeo e responsabile del mercato interno Charlie McGreevy. A suo parere, il divieto di utilizzare gli animali selvatici nei circhi, citato nella nuova legge austriaca sulla protezione degli animali, limita ingiustificatamente ai circhi stranieri la libertà di offrire i loro servizi. Pertanto, esige che l'Austria modifichi la legge per conformarsi al trattato europeo.

È bene ricordare che diversi elementi militavano a favore del varo dell'attuale legge austriaca, segnatamente la perizia scientifica sulla detenzione degli animali selvatici nei circhi, pubblicata nel 1996 dall'ufficio viennese per la protezione dell'ambiente, che aveva sancito :

« In futuro, si dovrebbero autorizzare nei circhi soltanto le specie animali che possono essere detenute nel rispetto dei loro imperativi biologici. Teniamo a precisare che per gli animali selvatici, è in linea di massima impossibile soddisfare questi requisiti. E' bene inoltre sottolineare che tra il 1998 ed il 2002, quattro persone sono state ferite da animali da circo in Austria. Un bambino è stato calpestato da un cammello, diversi bambini sono stati morsi da una scimmia, un elefante ha afferrato e gravemente ferito uno spettatore schiacciandogli il torace.

La libertà di commercio prima di tutto

Il deputato europeo ed austriaco Jörg Leichtfried aveva fatto presente in un rapporto pubblicato nel 2005 che il benessere degli animali deve diventare un valore europeo prioritario, opinione che non sembra condivisa da tutti i membri della commissione europea. Che siamo pro o contro l'Unione Europea, vige comunque una regolamentazione condannabile: quella che antepone la libertà di commercio al rispetto cui ogni essere umano vivente ha diritto.

Ultima notizia ▼

di fronte alla minaccia che fa pesare l'UE, l'Associazione contro le fabbriche di animali - Austria, con il sostegno di diverse organizzazioni di protezione degli animali, ha lanciato una campagna internazionale di protesta. Migliaia di firme sono già state consegnate alla commissione europea.

A seguito di questa ondata di proteste, la commissione è ritornata sulla sua decisione e la procedura è stata formalmente sospesa il 12 dicembre 2006.

Si tratta di un successo insperato che non potrà non avere conseguenze. Di fatti, per paesi quali l'Ungheria che prevede di vietare gli animali selvaggi nei circhi sul suo territorio, la strada è aperta: rifacendosi all'esempio dell'Austria, non c'è più che da aspettare che il divieto sia riconosciuto dall'UE.

Quanto alla Svizzera, per quanto tempo ancora il nostro paese lascerà che i circhi si trascinino appresso i loro tristi animali ?

► Campagna di affissione contro la pelliccia

Dei manifesti che non lasciano indifferenti

Cartelloni pubblicitari divelti, vetrine di pellicciai imbrattate di pittura: la tensione è stata forte nei cantoni di Ginevra e Vaud. Bisogna dire che, se è vero che abbiamo portato avanti la nostra campagna in tutta la Svizzera, anche la SVPA ha lanciato, più o meno contemporaneamente, una campagna contro la pelliccia di vasta portata ma mirata alla Svizzera romanda. Tra lo slogan "solo i mostri vanno ancora in giro in pelliccia" e le diverse definizioni che la SVPA ha proposto per la parola "pelliccia", le azioni contro il commercio della pelliccia sono state molto forti quest'anno.

Dopo lo splendido publireportage pubblicato sulla rivista della Migros qualche giorno prima del lancio delle nostre campagne, in cui il vice-Presidente di Swissfur annunciava radiosamente: « Siamo tornati ai volumi di produzione della metà degli anni ottanta. (...) Oggi nessuno si vergogna più di indossare un cappotto o una sciarpa di pelliccia », il risveglio è stato a quanto pare difficile.



Cartelloni divelti a Ginevra

« Questa pubblicità insulta le donne » esclamava la stessa persona qualche giorno dopo nello scoprire i manifesti che cominciavano ad apparire sui muri.

Finiti gli annunci perentori. I pellicciai non si presentano più come « veri ecologisti » (sic), deplorando che associazioni come la Lega utilizzino di foto

che « hanno la capacità di neutralizzare la riflessione e la ragione ».

Ora temono che i loro clienti si facciano « insultare » e denunciano « questa campagna inaccettabile » che è « un incitamento alla mancanza di civismo ».

Swissfur ha replicato pubblicando a sua volta un manifesto che vanta la pelliccia. Questo manifesto, più che mai melenso, rappresenta una donna impellicciata che tiene tra le braccia una bimba. Con questa immagine fortemente avanguardista, che di fatto demolisce l'immagine della donna, Swissfur intende « rispondere agli attacchi sconsiderati e sproporzionati degli estremisti della protezione degli animali ».

Ahi ahi, che dolore!

L.F.



Vetrine deteriorate a Losanna



► Corrida

Divieto imminente della messa a morte del toro in Spagna?

«Bisogna rinunciare alla messa a morte gradatamente, forse nella prossima legislatura. Dobbiamo farla finita con questa morte cruenta del toro» ha annunciato lo scorso dicembre la ministra socialista dell'ambiente, Cristina Narbona.

In un paese in cui la tauromachia è considerata una "festa nazionale", questa semplice prospettiva ha suscitato una vera e propria levata di scudi.

Pur avendo precisato che si trattava di un'«opinione personale», molte personalità politiche, allevatori, direttori di arene, toreri e star del piccolo schermo hanno immediatamente reagito condannando queste dichiarazioni e accusando la ministra di voler «mettere a morte la festa taurina», il che sarebbe un'eccellente notizia.

Se già da qualche anno gli spettacoli in cui gli animali sono trattati «in modo crudele» non sono più autorizzati in Spagna, la corrida rappresenta un'eccezione destinata a tramandare una «tradizione profondamente radicata». Di fatto, le dichiarazioni di Cristina Narbona non si riducono ad una semplice

opinione personale: a quanto pare, altri ministri del governo Zapatero sognano dietro le quinte di vietare «questo atroce finale cruento».

Per gli oppositori alla messa a morte del toro, questa modifica è al centro di una delle battaglie portate avanti dal governo socialista: la difesa dei diritti dell'animale.

Il codice penale vieta i combattimenti di cani o galli, tuttora frequenti in Spagna. Lo scorso autunno il governo Zapatero si è dichiarato favorevole ad un progetto che mira a concedere più diritti a certi primati nonché ad aggravare le pene detentive per coloro che maltrattano gli animali domestici.

Sempre più numerosi gli oppositori alla corrida

Autoproclamatasi città «anti-taurina» dal 2004, Barcellona ha intenzione di trasformare le sue prestigiose arene in luoghi di vendita all'asta. Da un recente sondaggio risulta che la popolarità delle corride diminuisce sensibilmente: se un terzo degli spagnoli si dicevano «interessati» dalla corrida nel 1999, questa percentuale è scesa ad un quarto.

La battaglia però sembra lungi dall'essere vinta dalla ministra, in quanto anche nel suo schieramento politico, il suo progetto suscita dissensi. Il segretario generale del partito socialista José Blanco, ammiratore delle corride, ha dichiarato: «Mi batterò per garantire che la fine della messa a morte non sia iscritta in nessun programma elettorale».

Il comitato di redazione



Punto di vista

La ministra dell'ambiente ha dato prova di grande coraggio cercando di intervenire contro la sacrosanta coreografia dell'omicidio pubblicamente perpetrato di un animale che è la corrida, e le siamo riconoscenti. La sua proposta può sembrare di primo acchito un progresso, timido, verso una migliore «scomparsa» del toro, poiché intende risparmiargli almeno il supplizio finale.

Tuttavia, ignora apparentemente in che modo si svolge questo spettacolo cruento, poiché di fatto gli spettatori vanno alla corrida per vedere un animale che soffre, agonizza e muore. Un animale che il più

delle volte ha già subito gravi mutilazioni, già prima dell'entrata nell'arena, per mettere al sicuro il suo seviziatore.

Successivamente, tanti altri boia seviziatori gli infliggono ferite tali che il toro non costituisce più la minima minaccia per l'infernale boia avvolto nei suoi abiti sfarzosi: l'animale è letteralmente in ginocchio.

In che modo l'animale agonizzante uscirà dall'arena? In che modo, come, quando e da chi sarà ucciso?

La proposta della ministra Cristina Narbona non fa il minimo accenno a questi sordidi dettagli che però determineranno gli ultimi istanti della vita del toro. Non attenua affatto l'effeatezza arcaica rappresentata dalla corrida. Anzi, apparentemente offre una vile

concessione al mondo della tauromachia che può rivendicare di riscattarsi e farsi vedere sotto la luce migliore come certi appassionati di corrida portoghese che con uno strano orgoglio proclamano: «Da noi il toro non è ucciso!» Ebbene, agonizza lontano dagli sguardi del pubblico, solo nei corridoi dell'arena, e comunque è messo a morte dopo essere stato previamente torturato, sotto gli occhi assetati di sangue degli aficionados.

Chiunque è cosciente dell'estrema sofferenza degli animali d'arena non può accontentarsi di una misura ipocrita ed esige che le corride, queste insensate crudeltà, cessino finalmente di esistere.

S.W

INVITATION

Assemblée générale annuelle

Samedi 24 Mars 2007 à 14h00

Restaurant des 3 Communes Centre sportif

Rte de Sous-Moulin 39, 1226 Thônex- Genève
(Bus Gare Cornavin:
arrêt Sous-Moulin, trajet: 30 minutes).
Parking de 300 places

Ordre du jour

1. Lecture du procès-verbal de la dernière assemblée
2. Rapport du président
3. Rapport de la trésorière et des vérificateurs aux comptes
4. Discussion et vote des deux précédents rapports
5. Election de deux vérificateurs aux comptes
6. Admissions/Démissions
7. Divers

Cette invitation tient lieu de convocation

EINLADUNG

Jährliche Generalversammlung

Samstag, 24 März 2007 um 14.00 Uhr

Restaurant des 3 Communes Sportzentrum

Rte de Sous-Moulin 39, 1226 Thônex-Genf
(Bus Bahnhof Cornavin: Haltestelle Sous-Moulin, anfahrt: 30 Minuten).
300 Parkplätze

Traktanden

1. Vorlesung des Protokolls der letzten Generalversammlung
2. Bericht des Präsidenten
3. Bericht der Kassiererin und der Rechnungsprüferinnen
4. Diskussion und Abstimmung betreffend der beiden Berichte
5. Wahl der zwei Rechnungsprüfer
6. Aufnahmen/Austritte
7. Verschiedenes

Diese Einladung gilt als offiziell

INVITO

Assemblea generale annua

Sabato 24 Marzo 2007 alle ore 14.00

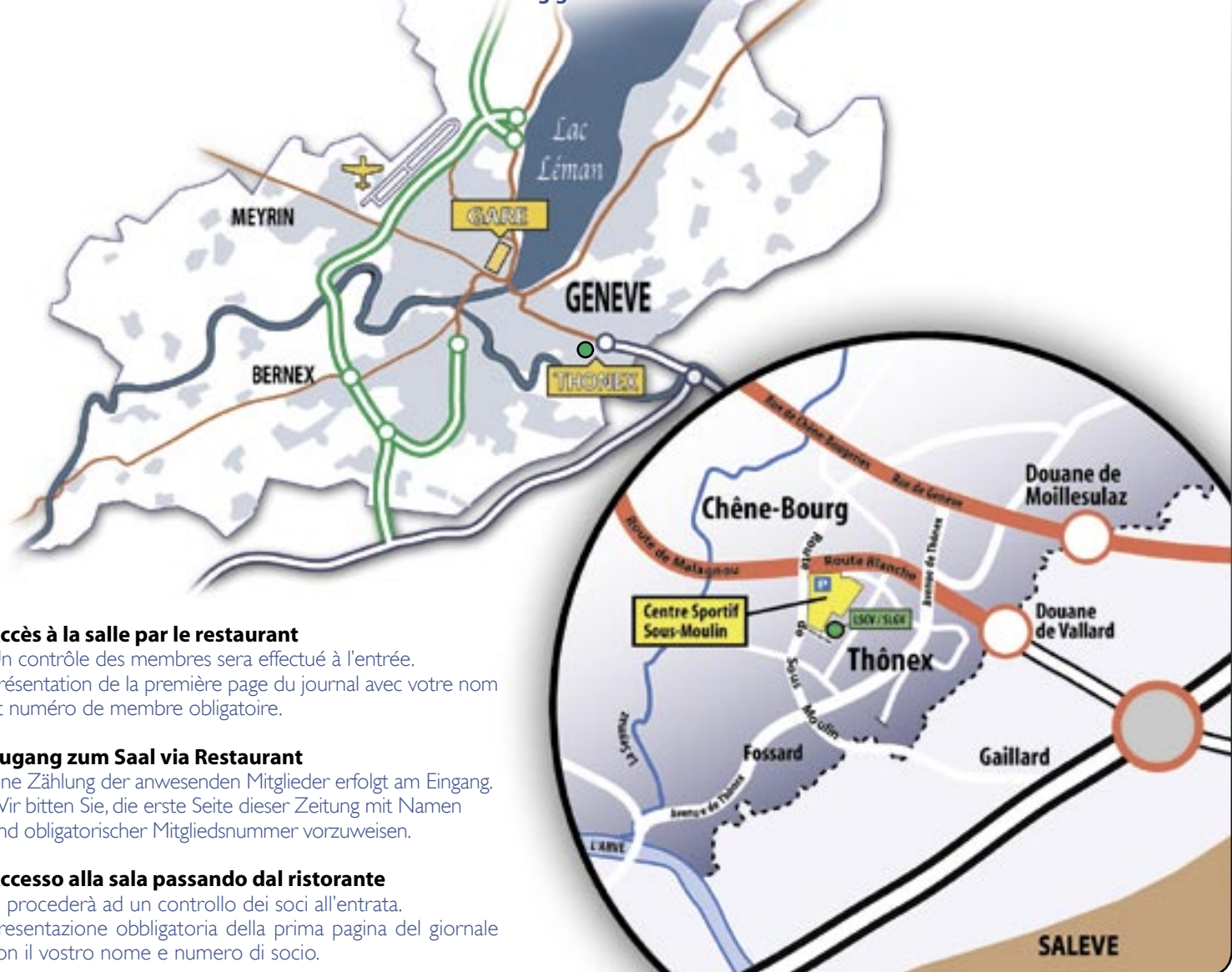
Restaurant des 3 Communes Centre sportif

Rte de Sous-Moulin 39, 1226 Thônex-Genève
(Bus Gare Cornavin :
fermata Sous-Moulin, tragitto: 30 minuti).
Parcheggio di 300 posti

Ordine del giorno

1. Lettura del verbale dell'ultima assemblea
2. Rapporto del Presidente
3. Rapporto della tesoriera e dei revisori dei conti
4. Discussione e voto sui due rapporti precitati
5. Elezione di due verificatori ai conti
6. Ammissioni/Dimissioni
7. Varie

come convocazione



Accès à la salle par le restaurant

Un contrôle des membres sera effectué à l'entrée.
Présentation de la première page du journal avec votre nom
et numéro de membre obligatoire.

Zugang zum Saal via Restaurant

Eine Zählung der anwesenden Mitglieder erfolgt am Eingang.
Wir bitten Sie, die erste Seite dieser Zeitung mit Namen
und obligatorischer Mitgliedsnummer vorzuweisen.

Accesso alla sala passando dal ristorante

Si procederà ad un controllo dei soci all'entrata.
Presentazione obbligatoria della prima pagina del giornale
con il vostro nome e numero di socio.

Shop



Autocollant - Aufkleber - Autoadesivo

- | | | |
|--------------------------|---------------------------------|----------------------------------|
| Gratuit | Gratis | Gratuito |
| Non à la fourrure | (Loup) <input type="checkbox"/> | |
| Seuls des Monstres (...) | <input type="checkbox"/> | |
| Vivisection NON | <input type="checkbox"/> | |
| Pelz ist schmerz | (Wolf) <input type="checkbox"/> | (Fuchs) <input type="checkbox"/> |
| Nur Monster (...) | <input type="checkbox"/> | |
| Tierversuche NEIN | <input type="checkbox"/> | |
| No alla pelliccia | (Lupo) <input type="checkbox"/> | (Volpe) <input type="checkbox"/> |
| Solo dei Mostri (...) | <input type="checkbox"/> | |
| Vivisezione NO | <input type="checkbox"/> | |



Tee shirt 100% coton «Stop vivisection»
 Tee shirt 100% Baumwolle «Stop Tierversuche»
 Tee shirt 100% cotone

- Taille/Grösse/Taglia
- | | | | |
|--------------------------|-----------|-----------------|-------|
| <input type="checkbox"/> | M | pce/stück/pezzo | |
| <input type="checkbox"/> | L | pce/stück/pezzo | |
| <input type="checkbox"/> | XL | pce/stück/pezzo | |



Movies



Sur le site internet : www.tierschutz-schulservice.ch vous pouvez aussi trouver un grand choix de vidéos y compris celles de la Ligue.
 Auf der Homepage www.tierschutz-schulservice.ch finden Sie ebenfalls eine grosse Anzahl Videos, darunter auch diejenigen der Liga.
 Sul sito Internet : www.tierschutz-schulservice.ch potete trovare una vasta scelta di video, tra cui quelle della Lega.

Commande à / Bestellung bei / Ordinate a : **LSCV** - Chemin des Arcs-en-ciel 3 - Case Postale 148 - 1226 Thônex

Nom / Name / Nome
 Prénom / Vorname / Cognome
 Adresse / Indirizzo
 Téléphone / Telefon / Telefono
 Fax
 e-mail

Merci de nous communiquer vos changements d'adresses afin de nous éviter de gros frais. Le coût postal s'élève à CHF. 2.-- par courrier mal adressé !

Bitte teilen Sie uns Ihre Adressänderungen mit. Sie helfen uns damit, Unkosten zu sparen. Jede falsch adressierte Postsendung kostet CHF. 2.-- !

Vogliate per cortesia comunicarci i vostri cambiamenti di indirizzo, per evitarci grosse spese. Il costo per una let-